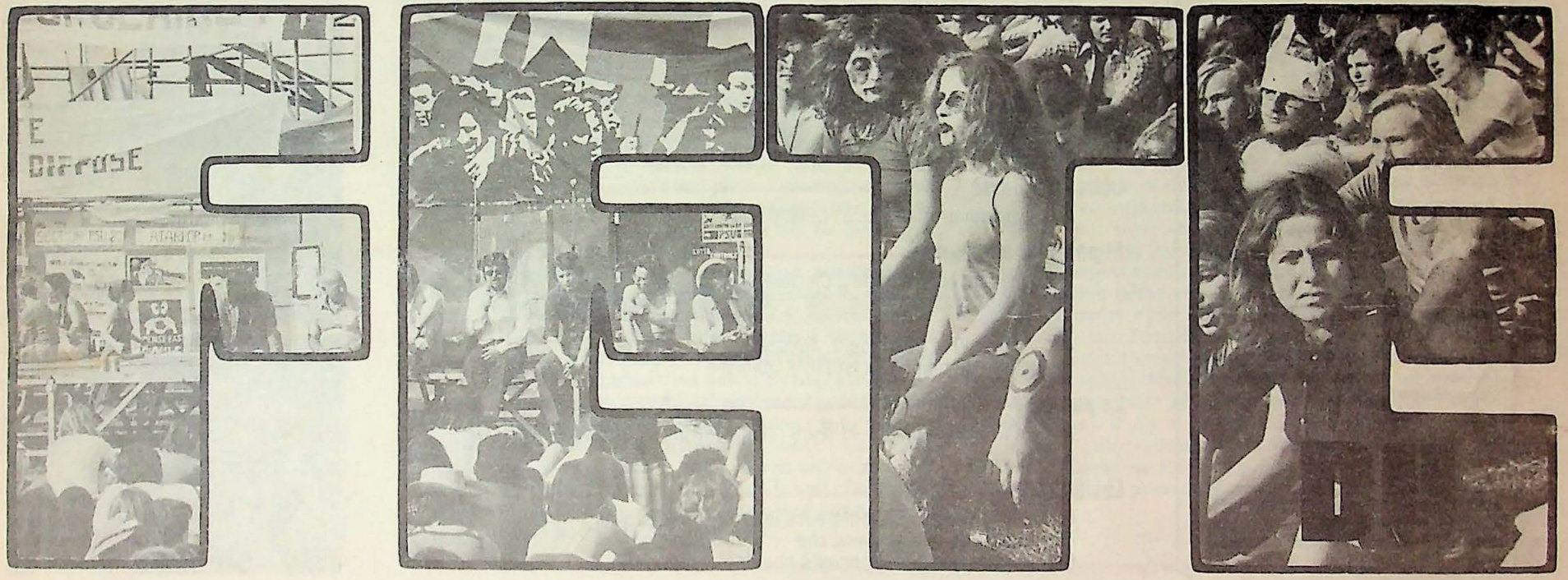


tribune socialiste

Marie Cardinal
nous dit...

N° 743 — 4 F
DU 26 MAI AU 1^{er} JUIN 1977
nouvelle édition
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ
PSU

4-5 JUIN



LA COURNEUVE

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint :
Claude Deslhiat.

Rubriques :

- **Où va la France ?** Léo Golberg,
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,

Saint-Ouen.

Abonnement : 130 F pour un an ; 70 F

pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout

changement d'adresse : joindre 3 F en

timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

Les comptes du PCF : derrière le silence des chiffres. *Cl. Deslhiat* P. 4

Fédération des élus autogestionnaires : qui se ressemble, s'assemble. *M. Camouis* P. 5

Injustice

Petite « justice » grandes « injustices ». *M. Lentz* P. 6/7

Les choses de la ville

Rester dans l'îlot Chalon P. 8

Briser la chaîne

Le congrès Hacuitex : pour aller plus loin. *J.-Y. Sparfel* P. 9/10

Dossier

La fête du PSU

En mai fais ce qu'il te plaît ; en juin fais la fête un brin P. 11

Ils seront à la fête... P. 12/13

Fête du PSU, fête des enfants P. 14

Luttes en classe

MAS : un congrès chaud. *S. Lyllan* P. 15

Et pourtant elle tourne

Espagne : au centre toute... *Ch. Guerche* P. 16/17

Sahara-Maroc-Mauritanie : la France dans un nouveau guêpier. *Ph. Marielie* P. 18

Entre Helsinki et Belgrade. *L. Goldberg* P. 19

La victoire du Likoud en Israël. *J. Jullien* P. 19

La parole à

Marie Cardinal : auteurs-éditeurs : rien ne va plus. *Propos recueillis par J. Sanchez* P. 20/21

Les armes de la critique

Festival de Cannes : la différence interdite. *F. Gastellier* P. 22

Télé. Points de vue. *R. Lanarche* P. 23

Courrier des lecteurs. Concours photos P. 24



Vient de paraître aux Editions SYROS

168 pages 39 Francs

CHRONIQUES DES ANNEES DE CRISE — 1976

à commander aux éditions Syros 9, rue Borromée 75015 Paris

avec des dessins de :

B. Ascal ; G. Biasi ; S. Birga ; M. Blondel ; P. Carre ; H. Cueco ; J. Dauriac ; J.P. Le Boul'ch ; I. Messac ; G. Netto ; C. Pascarel ; E. Pignon-Ernest ; A. Woehl.

et des textes de :

D. Biga ; Y. Buin ; W. Cliff ; P. Delbourg ; C. Delmas ; J.M. Gibbal ; O. Kaepelin ; A. Laude ; M. Moreau ; B. Noël ; R. Pividal ; Rezvani ; V. Thérame ; P. Tilman ; F. Venaille ; J. Villecrose.

1) Je m'abonne à Tribune socialiste

NOM PRENOM

Adresse

Ci-joint chèque bancaire 1 an 130 F
CCP 6 mois 70 F

Date :

2) Veuillez adresser un abonnement Tribune socialiste

à NOM PRENOM

Adresse

je désire prendre contact avec le PSU

Nom Prénom

Adresse

Ville Code postal

Profession Age

Bulletin à adresser au Parti socialiste unifié

9, rue Borromée, 75015 PARIS



agissements inadmissibles

Nous apprenons, en dernière minute, que de très graves incidents se sont produits à Rouen lors de la manifestation du 24 mai. Le service d'ordre de la CGT a attaqué nos camarades qui s'étaient regroupés sous une banderole « PSU : contrôle ouvrier » et auprès de lycéens qui scandaient des slogans contre la réforme Haby.

Plusieurs militants, dont notre camarade Christophe Wargny, membre du Bureau fédéral et membre de la Direction politique nationale, ont été blessés. L'un des lycéens a dû être hospitalisé pour traumatisme crânien.

Nous pensions ces méthodes unanimement condamnées par les organisations ouvrières. Nous protestons contre ces agissements inadmissibles auprès du Bureau confédéral de la CGT.

« Radioscopie »

Victor Leduc
secrétaire national
du PSU

sera l'invité de
Jacques Chancel
mercredi 1^{er} juin à 17 h
sur France-Inter

éditorial

ce qui se joue maintenant

ON a raison de le dire : l'ampleur de la grève du 24 mai, la dimension des manifestations, et aussi le petit air de fête soulageante qui pointait ici ou là, tout cela confirme non seulement le fameux « mécontentement », mais aussi la volonté d'en finir avec la politique gouvernementale. Seulement, il ne suffit pas d'avoir dit le 23 que ce serait important, de constater le 24 que ça l'est, et de s'en féliciter le 25.

Barre nous a prévenus. Chacun connaît le mépris gaullois qu'il aime afficher à l'égard des défilés, des cortèges, des banderoles, bref, de la populace. Cette fois, il a été plus précis, en répétant sans cesse depuis quinze jours que ce n'est pas une grève, fût-elle générale, qui modifiera la politique du gouvernement. Sous-entendu : « au contraire ». Ce qui veut dire qu'il espère que, l'été approchant, le terrain va être dégagé pour plusieurs mois. Plusieurs mois pendant lesquels, même si l'indice des prix continue à dérapier, même si le camouflet du chômage du plan bis reste transparent, même si la « majorité » continue à se déchirer, l'essentiel aura été de montrer que le pouvoir ne change pas de cap.

Voilà l'hypothèse Barre. Se retrouver à la rentrée en ayant montré que ça ne servait à rien d'avoir mobilisé les travailleurs, pour une grève générale et massive, et que les gens sérieux sont bien obligés d'accepter la logique de la politique d'austérité. Double avantage pour lui : aborder le dernier virage dans un climat social, certes lourd, mais aussi plein d'amertume, offrir à la partie non chiraquienne de la majorité son propre personnage comme leader, puisqu'on ne peut pas compter sérieusement sur Giscard.

Et, dans la journée de mardi, on a commencé à entendre quelques déclarations sur le thème du rendez-vous à l'automne. Comment peut-on se cacher que, si les travailleurs sont simplement invités à passer sans mal les quatre prochains mois, le pouvoir pourrait fort bien déplacer le rendez-vous sur le terrain pré-électoral, et qu'ainsi il placerait l'affrontement politique sur la seule carte maîtresse qu'il puisse jouer : le fait que sa politique n'a pas été sérieusement entamée ? Comment ignorer qu'alors on aurait quelque peu accredité l'idée que l'austérité est inéluctable, et que le seul choix politique est de savoir qui est le mieux placé pour réaliser le consensus social qu'elle suppose ?

LES prises de position des deux grandes confédérations syndicales affirment fortement leur refus de se laisser piéger dans le scénario d'un gouvernement de gauche principalement préoccupé de maintenir plus habilement que la droite le couvercle sur les revendications et les aspirations des travailleurs. Mais c'est dès maintenant que ça se passe, et, si l'on ne veut pas voir que l'après-78 se joue en partie dans les mois qui viennent, les plus fermes déclarations risquent de perdre beaucoup de leur valeur.

Bien entendu, on ne peut se contenter d'une sorte d'appel central et volontariste à continuer la lutte. Il faut tenir compte des conditions concrètes dans lesquelles les travailleurs peuvent se mobiliser. Mais, ces derniers jours, combien d'assemblées générales dans les entreprises, combien de congrès syndicaux, combien de discussions à l'issue des manifestations ont montré une attente d'autre chose que le grand déploiement de forces de vingt-quatre heures ! Et qu'est-ce qui fait blocage, sinon l'apparente contradiction entre l'action immédiate et l'espoir d'un changement politique pour demain ?

MOINS que jamais la séparation ne peut être entretenue entre l'un et l'autre des termes. Parce que, d'un côté, toute action aujourd'hui suppose plus que des grands rassemblements, un travail de mobilisation à la base, permanente, invitant les travailleurs à se prononcer sur les solutions qu'ils veulent obtenir, à définir leurs plates-formes revendicatives pour aujourd'hui et demain ; et que, d'un autre côté, il faut inlassablement présenter et discuter les propositions qui feront apparaître ce qu'est une politique réellement conforme aux intérêts des travailleurs. La première démarche prépare le développement du contrôle ouvrier ; la seconde, celle de la mobilisation populaire sans laquelle il n'y aura pas de politique de gauche. Leur complémentarité porte un nom : c'est la stratégie autogestionnaire.

Dans une toute récente interview, Edmond Maire déclare qu'« il n'y a pas d'autre projet que le projet socialiste autogestionnaire ». C'est bien de l'affirmer. Encore mieux de lui faire prendre corps dans la lutte d'aujourd'hui, pour qu'il soit la réalité de demain.

Michel MOUSEL ■

humeur :

réunion tragique à Fréjus : un blessé

Quand j'ai appris vendredi que la tempête avait ravagé le midi de la France et surtout dévasté le super-camping des Républicains sur le point de renoncer à leur *indépendant*, j'ai d'abord pensé qu'il y avait là un signe de Dieu. Dans un sens ou dans l'autre. Mais plutôt dans l'autre : sentant le vent tourner, lui aussi, Dieu mise à gauche et punit à droite. C'est humain.

Puis, faut être humain justement, j'ai pensé aux victimes et, guettant les flashes de la radio, je tremblais sur le sort du meilleur de notre pays. Rien, ou bien alors, comme en URSS, un tel fait divers relève de la défense nationale : en tout et pour tout un blessé affirment les bulletins d'information. Et léger.

Du coup le doute revient dans mon esprit à propos du revirement de Dieu. Bien que Monseigneur Lefebvre ne se soit pas déplacé, un miracle se serait-il produit, épargnant la foule immense des Républicains qui ne sont plus indépendants ? Les fans de Poniatowski et de Jean-Pierre Soisson n'ont-ils senti le doigt de Dieu que pour mieux triompher, sereins et radieux, devant le pays émerveillé ?

Mais un copain a finalement vendu la mèche en me racontant. Dieu, s'il vient de passer à gauche, à tout hasard, n'avait pas besoin de se déranger. Si l'effondrement des chapiteaux géants des Républicains de Soisson n'a pas fait de victimes, n'a brisé que quelques chaises et une douzaine de tables, c'est tout simplement qu'il n'y avait personne. Ou presque.

Probablement gênés dans leur approche et dans leur vision par les éléments déchaînés, les commentateurs des radios ne se sont pas aperçus de

cette désertion et nous ont décrit des foules enthousiastes acclamant la société libérale en dépit des dangers.

Commentaire d'un écologiste : tous ces badges, tous ces tracts inutilisés, tous ces dossiers restés dans les caisses, tous ces repas commandés pour rien, toutes ces chaises vides, ces arènes clairsemées, tous ces autocars dérangés pour quelques personnes, c'est du gâchis.

Commentaire d'un ex-républicain indépendant : c'est une tragique erreur d'avoir choisi le pont de l'Ascension pour organiser notre rassemblement, tous nos militants ont préféré se rendre à Saint-Nicolas du Chardonnet.

Commentaire de Robert Fabre : si on avait organisé cette réunion il n'y aurait même pas eu un blessé.

Commentaire de Marchais : la vigilance des travailleurs de la météo a été efficace.

Commentaire de Mitterrand : Jean-Pierre Soisson et Valéry Giscard d'Estaing, les seuls véritables blessés de ces Assises, sont plus malades que moi.

Commentaire de Mousel : Dieu protégera la fête du PSU.

C.M. VADROT ■

PS : Un lecteur m'explique en quelques mots que je suis réactionnaire, crapule et stalinien. Incomplet : en plus, je suis journaliste...

où va la France ?

les comptes du PCF : derrière le silence des chiffres

Bombe dans l'*Humanité* du 10 mai qui présente, sous le titre « Les comptes du Programme commun mis à jour », « quelques éléments » de l'étude chiffrée de l'application du Programme commun poursuivie par la section économique du comité central du PCF. Sans que le partenaire socialiste soit dans le coup. Parce que l'étude en question a été dévoilée, avant que d'être achevée, sur ordre et pour raison politiques ? A deux jours du débat télévisé Mitterrand-Barre, il est probable qu'on n'a pas voulu, place du Colonel-Fabien, laisser au seul PS la vedette sur le terrain économique.

Cette publication précipitée expliquerait le caractère lapidaire des chiffres fournis — résultats de calculs dont les hypothèses de base, tant comptables qu'économiques et politiques, ne sont pas explicitées. Elle ne justifie pas l'optimisme, abusif, même pour qui se situe dans la logique de

le PCF donne à la réalisation du Programme commun.

des aspects positifs ?

● D'abord la méthode qui semble avoir présidé à l'élaboration de chiffres

6 % par an. Et par une politique de réduction des inégalités râclant sur les hauts et même sur les moyens revenus, sur la fortune et sur les profits.

— En ce qui concerne la croissance, le PCF propose une stratégie fondée sur : la relance de la consommation (notamment par le relèvement des bas revenus), la relance de la production (entre autres par la pleine utilisation, ou quasiment, des capacités actuellement inemployées de l'appareil productif), la réduction des « gâchis financiers » (dont on escompte 40 milliards assez mystérieux de ressources supplémentaires), le développement des équipements sociaux (les dépenses de l'Etat et des collectivités locales doivent dans ce secteur être majorées de 34 milliards), l'effort maintenu de productivité et la promotion de la production nationale sur le marché intérieur et à l'étranger.

— En ce qui concerne la réduction des inégalités, le PCF, nouvellement converti à la contraction de l'éventail des salaires et des revenus, préconise : une amélioration assez substantielle de la condition matérielle des plus défavorisés ; une action résolue qui écrètera les hauts et moyens revenus, et frappera la fortune et le capital. Il s'agit donc d'une politique de redistribution des reve-

dont est tissé le Programme commun et qui étaient déjà la marque du « Manifeste de Champigny » ? C'est ce qu'a voulu faire croire François Mitterrand en parlant de « programme communiste ». Rien n'autorise cette interprétation et le PCF a raison lorsqu'il proteste contre une telle version de son « chiffrage ».

En effet, le trait le plus saillant de ce document est l'absence de toute indication sur les moyens qui seraient mis en œuvre pour la réalisation des mesures proposées. Autant ces mesures apparaissent concrètes, autant les chiffres avancés, tant sur le relèvement des salaires que sur les investissements, les impôts des sociétés, les « économies de gâchis », les nouvelles recettes fiscales, et, finalement, le retour au plein emploi, apparaissent irréels dans le cadre d'une économie encore soumise aux lois du marché et au cadre du Marché commun et de l'actuelle division internationale du travail.

Il paraît évident, notamment, que le paragraphe intitulé « Dégagement des moyens financiers dans la maîtrise et le recul de l'inflation » est un condensé de vœux pieux si rien n'est dit — et rien n'est dit — sur les moyens de mettre en œuvre pour lutter contre la hausse des prix, si aucun appel n'est fait à l'intervention des masses dans les domaines où seules elles pourraient exercer un contrôle effectif des prix au niveau de la consommation et au niveau de la production. On en arrive alors à des formules de ce genre, dont, sous l'apparente énergie des termes, le vague n'échappera à personne : « Dans ce domaine, comme pour les échanges extérieurs, une politique rigoureuse appliquée avec rapidité et détermination est indispensable. »

un objectif : gagner des points

Est-il possible que les économistes du PCF aient travaillé en purs technocrates en équilibrant des chiffres sans évaluer leurs incidences politiques ? Encore que cette éventualité ne soit pas à exclure, il faut ici, pensons-nous, formuler une autre hypothèse : le chiffrage est un élément dans la bataille politique que livre le PCF à l'intérieur de l'union de la gauche pour tenter de reconquérir l'hégémonie sur la majorité des travailleurs. Il est à rapprocher de toutes les campagnes menées en direction des entreprises et surtout des couches les plus exploitées par le PCF pour affirmer son image de « parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, avant que ne s'engagent les discussions sur « l'actualisation du Programme commun », il a lancé son pavé dans la mare trop dormante de l'union de la gauche. Qu'importent les hauts cris de ses partenaires. Ils refuseront ses propositions et, pour se garder de toute précision gênante, ils refuseront même que « le groupe de travail des quinze » procède à quelque chiffrage que ce soit du Programme commun.

Il reste que dans sa compétition avec le PS, le PCF espère bien que ces chiffres lui feront gagner des points.

Claude DESLHIAT ■

ces comptes, de certains des chiffres proposés.

Pas plus qu'elle n'excuse la hâte avec laquelle les experts d'ailleurs — ceux du PS, ceux du pouvoir, ceux de la presse — se sont empressés de proclamer sous des formes diverses : ces comptes sont incompréhensibles et incohérents. Ni la légèreté de Mitterrand affirmant, face à Barre, que ce chiffrage concerne le programme communiste, pas le Programme commun. Alors que les comptes du PCF sont bien, dans leurs grandes lignes, construits sur deux des options fondamentales du Programme commun : croissance forte, conforme à la logique productiviste du PCG ; exclusivité aux revendications quantitatives au détriment des revendications qualitatives. Au-delà des controverses comptables qu'ils ont et continuent de susciter, les chiffres du PCF ont l'intérêt d'obliger au débat et de mettre en lumière aussi bien les aspects positifs que les limites, les contradictions et les impasses du contenu que

qui se présentent, à première vue, comme un compte d'objectifs : les revendications à satisfaire impérativement étant définies, les économistes du PCF ont évalué concurrentement les dépenses correspondant à la satisfaction de ces revendications et les ressources qu'il faudra dégager, pour financer ces dépenses. Dans une telle démarche, le « progrès social » n'est plus réalisé grâce aux surplus, aux excédents de la croissance et seulement à condition qu'il y ait surplus, excédents ; il est posé comme premier, la politique économique découlant des objectifs sociaux qu'on s'est fixés.

● Une certaine cohérence formelle ensuite. Très schématiquement, les comptes du PCF ont pour but de démontrer qu'il sera possible de satisfaire au relèvement des revenus les plus bas et de revenir au plein emploi en 1982 en préservant l'équilibre des comptes des entreprises et de l'Etat. Comment ? Par une croissance forte dont le taux est évalué à

nus qui « piquera » aux riches — et même aux moyennement riches — pour donner aux pauvres.

des silences inquiétants

Mais ce choix est-il aussi clair qu'il le paraît ? Est-il aussi cohérent ? Ce qui est en cause, en réalité, dans les comptes publiés par *L'Humanité*, c'est le silence politique qui les accompagne. Le silence sur les enjeux de classe et les luttes sociales sévères qu'implique la réalisation des projets qu'ils sous-tendent. Le silence aussi sur les contradictions entre les éléments servant de base au chiffrage et la politique « d'union du peuple de France », union dont seraient exclus « les grands monopoles », et même, dans certains discours des dirigeants du PCF, les 25 plus gros milliardaires.

Que peuvent donc nous dire ces silences ? S'agirait-il d'un tournant radical, d'un retour aux sources prolétariennes balayant les compromis



Photo Maillat

fédération des élus autogestionnaires (FEA) : qui se ressemble s'assemble

Cent vingt élus autogestionnaires sortis des urnes il y a deux mois, se sont retrouvés samedi et dimanche à Joinville-le-Pont, dans la région parisienne, afin de rassembler en une fédération « tous les élus résolus à exercer leur mandat, selon les principes du socialisme autogestionnaire ».

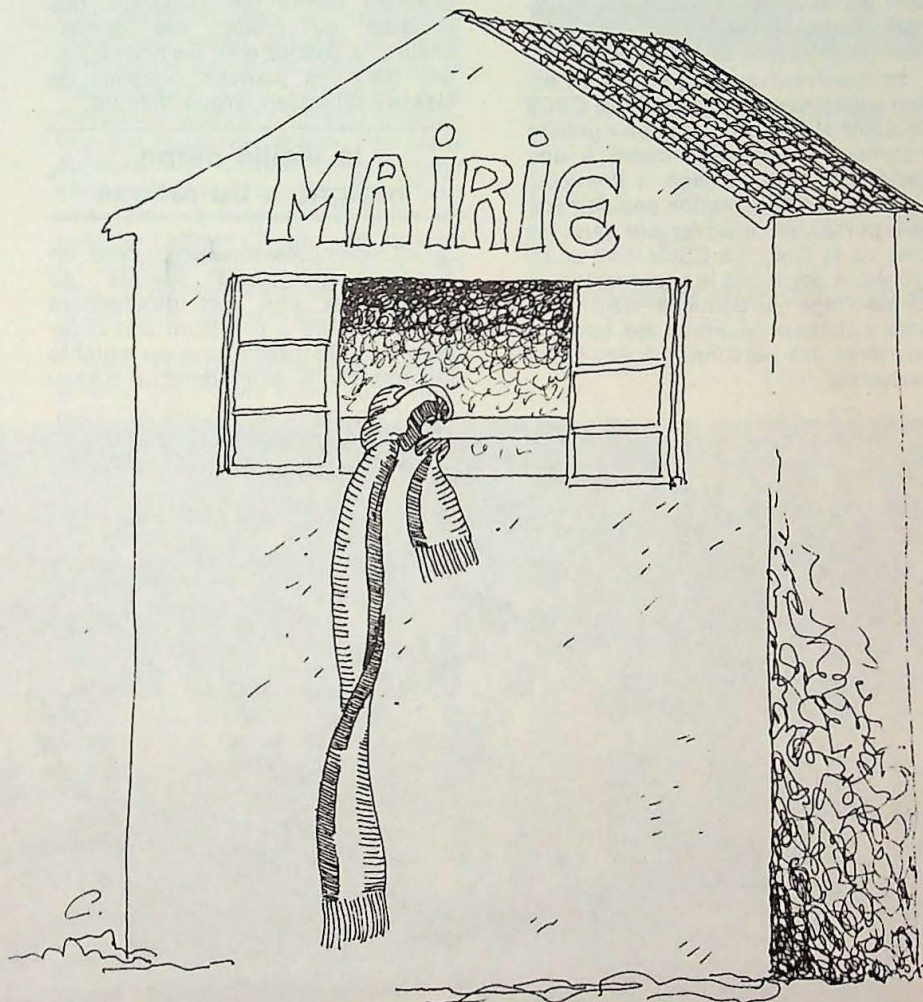
Toutes les interventions des congressistes ont, en effet, mis l'accent sur « la volonté de remettre en cause les modalités d'exercice du pouvoir au niveau local », estimant que les fédérations d'élus de gauche existantes, « courroie de transmission d'organisations politiques » ou « rassemblements aux principes mal définis » n'expriment pas cette volonté. De même il est apparu clairement, au cours des débats, que l'objectif n'était pas de regrouper les seuls élus du PSU, certes à l'initiative de l'opération et présents en grand nombre au congrès, mais également tous ceux qui se retrouvent d'accord dans la pratique.

Le problème très concret de la construction de la Fédération des élus autogestionnaires (FEA) a été ainsi renvoyé à la base. C'est au plan local, départemental, régional que la FEA trouvera sa véritable raison d'être. Tel est, en quelque sorte, le « serment » qu'ont fait les congressistes, confirmant par là qu'un congrès constitutif n'était, pour les autogestionnaires que la première étape d'un processus. « Il fallait se doter, dès maintenant, d'un outil permettant une apparition autonome et globalisante à la fois, car les échéances politiques se précisent, n'épargnant personne », faisait remarquer l'un des responsables.

Qui peut être membre de la fédération ? La résolution d'orientation répond : ceux qui élus « acceptent de soumettre l'exercice du mandat électif au contrôle populaire », suscitent « la prise en charge par les travailleurs et les habitants eux-mêmes de la gestion de leurs affaires », préparent « les conditions de l'instauration en France d'une démocratie socialiste autogestionnaire ».

Les statuts de la Fédération confirment ou appuient ces choix. C'est une façon de plus de montrer que les autogestionnaires ne sauraient dissocier le cadre de son contenu. Ainsi, selon l'article V de ces statuts, les fédérations et les associations départementales ou régionales travailleront « en relation étroite avec l'ensemble des organisations de masse (organisations syndicales d'entreprises et du cadre de vie, comités d'usagers, etc.) ». Et pourquoi cela ? Parce que ces organisations de masse, en mettant en cause les conditions de vie actuelles « posent le problème du pouvoir et des institutions locales, notamment dans une perspective socialiste autogestionnaire ».

Ainsi est réaffirmée, même si cela ne figure pas explicitement dans le texte, la raison centrale qui fait que l'on est élu autogestionnaire : le soutien aux luttes anticapitalistes des travailleurs qui se mènent selon des



formes et avec un contenu renouvelés, que ce soit pour l'emploi, contre le tout nucléaire, pour la lutte des soldats, des immigrés, des minorités nationales (1), etc., que ce soit pour le logement et les transports, etc. « Ce sont les élus les moins tranquilles et les moins « pères peinards » que la France ait jamais connus », devait remarquer à ce sujet Gérard Pringot, l'un des trois présidents de la FEA, dans sa courte allocution de clôture.

Il ne suffira donc pas de se proclamer « autogestionnaire » pour occuper une place entière dans la Fédération. Question de pratique, « question d'honneur » en quelque sorte. Face au

développement probable de la fédération dans les mois qui viennent, que feront les grandes organisations politiques de la gauche traditionnelle ? Le PS a mis un barrage disciplinaire contre la double appartenance (fédération des élus socialistes/fédération des élus autogestionnaires), mais les références à l'autogestion laissent croire que certains de ses membres auraient leur place dans la fédération des élus autogestionnaires.

Quant au PCF, il est bien loin de souscrire à la stratégie autogestionnaire. Pourtant, s'adressant au congrès constitutif, le maire communiste de Joinville a tenu à affirmer que son parti se voulait attentif aux évolutions, rappelant au passage ce qui a été écrit dans « Les Communistes et l'Etat » (voir TS, n° 737) « Des formes d'auto-organisation sociales partielles sont concevables d'emblée ou à court terme. Elles s'inscrivent dans un mouvement dont la perspective est, selon nous, de conduire à

départementales « rechercheront le dialogue et l'unité d'action avec les fédérations d'élus engagées dans le mouvement d'unité populaire ».

Parallèlement à ce travail de clarification quant aux orientations et aux statuts, les congressistes se sont fixés un plan de travail et ont retenu des initiatives, le tout axé sur les pratiques et les expériences spécifiquement autogestionnaires. Des stages de formation, des coordinations par secteurs d'interventions permettront aux élus autogestionnaires de prendre de l'étoffe. Dans les « carrefours » ont été débroussaillés certains aspects de la vie municipale : budget, plan d'occupation des sols, animation culturelle et sportive, santé, conseils juridiques.

Le « carrefour » contrôle populaire et pouvoir populaire a proposé « un début de réponse (...) par la constitution d'assemblées populaires de quartier, dans la mesure où elles disposeront d'animateurs et que leur existence ne s'arrêtera pas lorsqu'un problème spécifique est résolu ». On s'est enfin préoccupé des petites communes où « les idées d'autogestion devraient plus facilement être développées », parce que restant « à l'échelle humaine ». La FEA a aussi décidé de publier une revue (dont le premier numéro de lancement pourrait faire l'objet d'un large tirage), ainsi qu'un bulletin de liaison.

On peut s'en rendre compte : on n'a pas chômé à Joinville. Le premier dispositif des élus autogestionnaires fédérés est devenu opérationnel.

Michel CAMOIS ■

(1) C'est pourquoi la fédération des élus autogestionnaires n'a pas retenu le terme « national » dans son titre.

La FEA

Sur le millier d'élus autogestionnaires sommairement recensés, plus de trois cents ont déjà fait parvenir leur adhésion. Parmi ces derniers, on compte 18 % de femmes.

L'âge moyen des cent vingt élus présents à Joinville était de trente-huit ans. Un comité fédéral a été élu. Il comprend trente-six membres, dont quatre femmes. Il s'est lui-même doté d'un bureau de dix membres : trois à la présidence, trois au secrétariat, un à la trésorerie, trois sans affectations précises.

Chaque membre du comité fédéral peut proposer trois personnes pour le suppléer, à condition qu'elles soient membres de son association de base. Le comité fédéral se réunit, en principe, trimestriellement. Il peut être réuni à la demande du quart de ses membres.

La prochaine réunion du comité se tiendra le samedi 25 juin, veille de la marche nationale contre le projet de centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine. En retenant cette date, la FEA a voulu marquer, sans équivoque, le sens de son engagement. ■

injustice

« Petite justice », grandes injustices

A l'initiative du Syndicat de la magistrature, de la Confédération syndicale du cadre de vie, du Syndicat des avocats de France (1) etc., se sont tenus à Paris, les 14 et 15 mai, les *états généraux de la justice du quotidien*. Cette « petite justice » ne fait pas la « une » des grands journaux ; mais elle permet aux sociétés de crédit de se maintenir, d'expulser les travailleurs de leurs logements, de pratiquer les saisies aux profits des compagnies bancaires, de faire condamner à des peines de prison ou à de lourdes amendes le simple vol à l'étalage ; elle frappe particulièrement les travailleurs et concerne surtout les secteurs de la consommation et du logement et la petite délinquance.

En matière de consommation, l'intervention du judiciaire permet que se perpétuent les pratiques des sociétés de crédit, d'assurances... Le prétexte ? Le recouvrement des « impayés », impayés qui ont le plus souvent pour origine un contrat de crédit à la consommation. Quelques chiffres :

- de 1970 à 1975 la masse monétaire créée par le crédit a progressé de 232 % ;
- un ouvrier sur deux, qui achète une machine à laver l'achète à crédit ;
- le taux d'intérêt de ce crédit avoisine le plafond de l'usure soit, pour septembre 1976, 21,72 % ;
- 4 % seulement des souscripteurs d'un crédit pouvaient indiquer le taux d'intérêt de leur crédit.

Le crédit, véritable « substitut aux salaires » sans lequel les catégories modestes de la population ne pourraient s'équiper, renforce l'aliénation du travailleur-consommateur qui, pour faire face aux échéances accomplit souvent des heures supplémentaires. La menace d'une intervention judiciaire renforce ce lien du consommateur à son travail. Pour recouvrer leurs impayés, les sociétés de crédit disposent en effet d'une filière rapide : l'*injonction de payer*. Cette procédure leur permet d'obtenir, à un faible coût, un titre qui devient exécutoire lorsque le débiteur ne le conteste pas dans un certain délai. Ce titre permet également au créancier de procéder à l'exécution qui se traduit par des frais importants : par exemple, pour un titre principal de 3 532 F, on a pu comptabiliser 1 727,33 F de frais ! Cela se traduit aussi par des démarches intimidantes et, le cas échéant, des mesures répressives (saisies).

justice de classe à deux vitesses

Si la défense des grandes sociétés paraît bien assurée, la défense des travailleurs est dérisoire devant cette justice. Les militants venus aux états généraux — dont une soixante de la CSCV pour 250 à 300 participants — témoignent que la justice a deux vitesses : lorsque les firmes saisissent la justice, les délais sont courts ;

pour les travailleurs ou une organisation syndicale comme la CSCV, ils sont de plusieurs années.

Ils montrent aussi que seule l'action collective paie : le syndicat CSCV de Saint-Nazaire a gagné en « grande instance » le procès intenté à une société de démarchage à domicile, grâce à une mobilisation populaire de 400 personnes manifestant dans les rues de la cité... La CSCV, lors de ce procès, a demandé la suppression du démarchage à domicile dont sont principalement victimes les familles ouvrières, les personnes âgées et les immigrés.

La justice quotidienne, c'est également celle que rendent à la chaîne les tribunaux correctionnels de police, pour vols à l'étalage, chèques sans provision, détournement d'objets saisis ou gagés, abandon de famille...

En fait ce sont les mêmes justiciables qui ont les problèmes de logement, de crédit, qui vont aussi se voir reprocher une délinquance banale (vols à l'étalage et chèques sans provision).

Ces « délinquants » sont en général des isolés. Ils le sont en tout cas, au prétoire, face à de grandes sociétés (parties civiles : HLM, grands magasins, sociétés de crédit, banques...) qu'ils affrontent seuls (absence de défense et de véritable débat). De cet isolement résulte leur incapacité à utiliser le système judiciaire à leur profit, même lorsqu'ils sont victimes de la délinquance de ceux-là même qui les poursuivent (infraction à la législation sur les prix, sur l'environnement ou du droit du travail) ou qu'ils se heurtent aux abus de situation (plaintes contre des huissiers, des sociétés de crédit, des démarcheurs...). Justice pour les riches, justice pour les pauvres : « justice de classe » dit-on en jargon militant.

la vieille dame indigne a du réflexe

Les exemples pleuvent : dans un supermarché, une femme de soixante-dix ans met directement dans son sac à provision une cotelette de 3,95 francs ; une surveillante la surprend, la dirige dans un bureau

de « garde à vue » où un « flic privé » la fouille, trouve sur elle la somme de 60 francs — tout ce qui lui reste pour finir le trimestre ! — et les lui confisque. La vieille dame a porté plainte. Mais combien de ses semblables ont le même réflexe ?

Ou encore cette femme surprise en 1973 à la sortie d'un hypermarché avec cinq pains au chocolat qu'elle n'a pas payés. « Nous ne sommes pas riches, déclare-t-elle lors de son audition, je ne travaille pas, mon mari à un salaire mensuel de 1 100 francs, nous avons trois enfants en bas âge, nous payons un loyer mensuel de 250 francs et actuellement nous avons un crédit de 300 francs par mois pour des meubles. » Mais la machine judiciaire est en marche : montant du délit 5 francs ; les frais de comparution devant le tribunal correctionnel seront trois fois supérieurs !

les abus des « proprios »

La commission *la justice et l'habitat* a constaté :

- que les logements sociaux étaient chers, les charges élevées ;
- que la gestion des HLM se faisait comme celle des entreprises capitalistes ;
- qu'il y avait une absence de transparence dans la gestion des HLM qui, la plupart du temps, refusent d'expliquer pourquoi l'organisme est impossible à gérer sauf à pratiquer des loyers plus élevés ;
- que les organismes propriétaires avaient recours aux voies judiciaires par un abus de recours à l'huissier et



Photo D.R.

à la multiplication des actes ; par l'utilisation du jugement d'expulsion comme d'une menace afin de faire prendre en charge la famille par les travailleurs sociaux ; par un recours abusif à la procédure de la saisie-arrêt sur salaire ;

— que les organismes propriétaires usaient aussi des voies sociales : par la tutelle sur les prestations sociales attribuées aux fins de résorber l'arriéré et comme condition d'obtention d'un logement ; par le rôle de « normalisation » des travailleurs sociaux et des commissaires de police.

lutte exemplaire à Roubaix

En réponse à ces constats, la CSCV comme la CNL (pour une fois d'accord) ont proposé la lutte collective sur le terrain. Non sans divergences quant aux formes de lutte : la CNL croit davantage à la concertation et à la négociation ; la CSCV adopte des formes de luttes dures — occupations pour s'opposer aux expulsions et aux saisies, occupation de logements vides, grève des loyers, luttes d'autoréduction...

Au sujet de l'autoréduction, le Syndicat de la magistrature rappelle la lutte animée par la CSCV du quartier de l'Alma-gare de Roubaix, qui s'oppose à la destruction du quartier, s'organise en atelier populaire d'urbanisme où tous les travailleurs du quartier viennent discuter, proposer, projeter, étudier les problèmes auxquels ils sont confrontés. La grève d'autoréduction des loyers dure depuis plusieurs années avec succès.

Les camarades italiens de la société Montedison présents aux états généraux ont montré que les luttes d'autoréduction, menées en Italie en liaison avec le syndicalisme d'entreprise, peuvent aller plus loin.

ni bons ni mauvais, les magistrats

Face aux injustices de la « petite justice », que peuvent les magistrats ? Dans leur ensemble, ces magistrats sont conservateurs. Mais la distinction entre « bons » et « mauvais » magistrats serait absurde et même dangereuse estime le Syndicat de la magistrature. Cela conduirait à la marginalisation, et même à l'élimination par le pouvoir actuel, des juges aujourd'hui considérés comme « bons » pour les travailleurs et « mauvais » pour la bourgeoisie. Qu'on se rappelle l'affaire Claude Joly, ce juge de Douai sanctionné pour avoir trop bien servi les intérêts des travailleurs et pas assez ceux des sociétés de crédit !

Reste que la justice peut changer grâce à une double action syndicale : celle des magistrats dans leur milieu professionnel ; celle de la classe ouvrière dans les quartiers. Seul le rapport de forces constitué par un front de classe peut faire évoluer la situation relevait Michel Louis, de la CSCV qui rappelait aussi que les juges ne font pas, seuls, la justice : les lois qu'ils sont chargés de faire appliquer, d'autres les fabriquent dans d'autres lieux.

Michel LENTZ ■

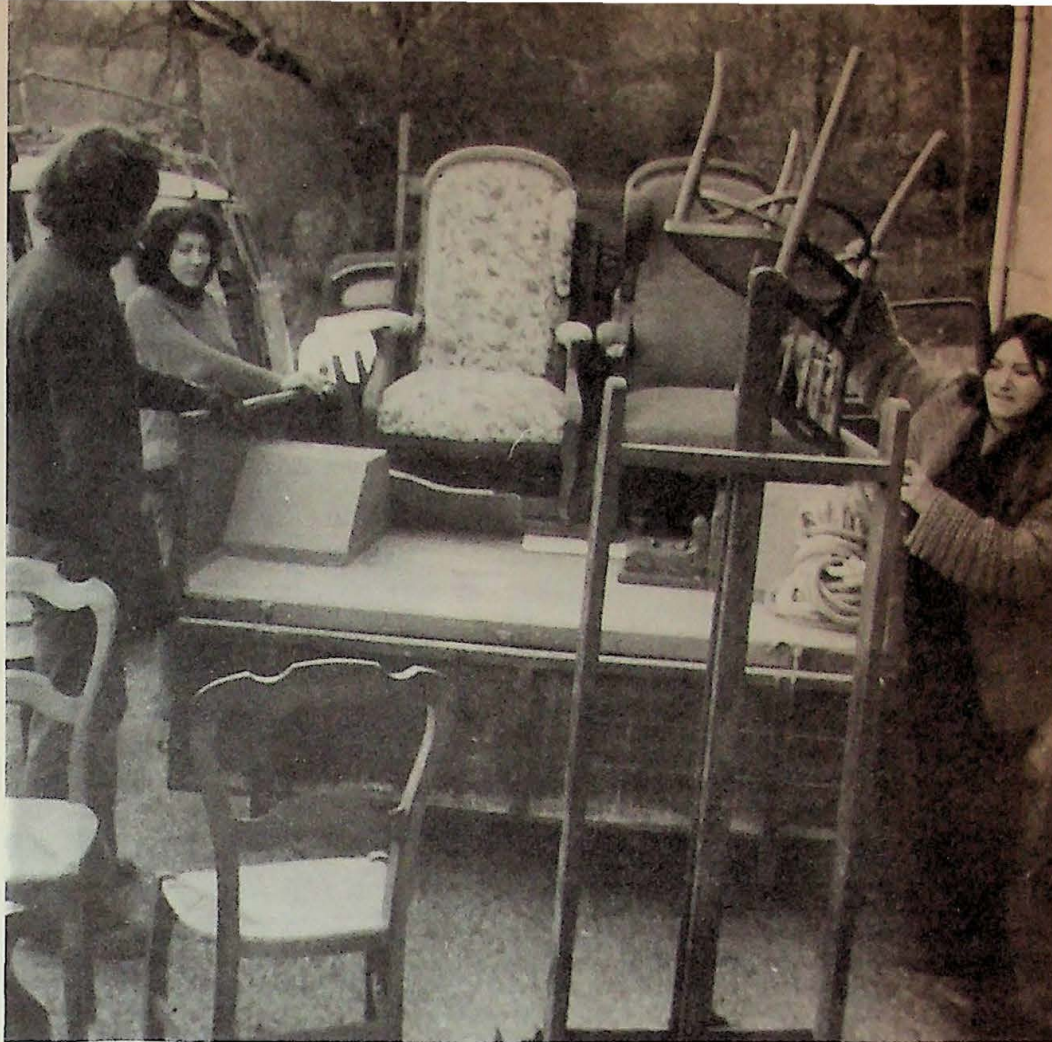


Photo Massal

ARVEL

Association de voyages sans but lucratif

Algérie

Voyage d'étude en collaboration avec l'UGTA.

Du 10 au 24 juillet

Du 17 au 31 juillet

Du 8 au 22 août

Départs de Lyon et de Paris
depuis 2 180 F



croisière « Jeunes »

Notre Kaïque pour vous dans l'Adriatique yougoslave.

Choisissez vos îles, vos havres, vos plages.

22 juillet au 5 août

5 août au 19 août

Départ de Lyon et de Paris
depuis 2 000 F



Et aussi la Grèce, la Turquie, l'Inde, l'Indonésie, etc.

ARVEL, 12 A, boulevard des Brotteaux,
69006 Lyon. Tél. : (78) 52-56-48

PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 110 Comment battre la droite	2,00
N° 111-12 Militer à l'Université	4,00
N° 113-14-15 Les Chrétiens et la lutte pour le socialisme	6,00
N° 116-17-18 Electronucléaire : le PSU accuse	6,00

VIENT DE PARAITRE

N° 119 Parti socialiste, social-démocratie et socialisme 2,00

Abonnement : 20 N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

les choses de la ville

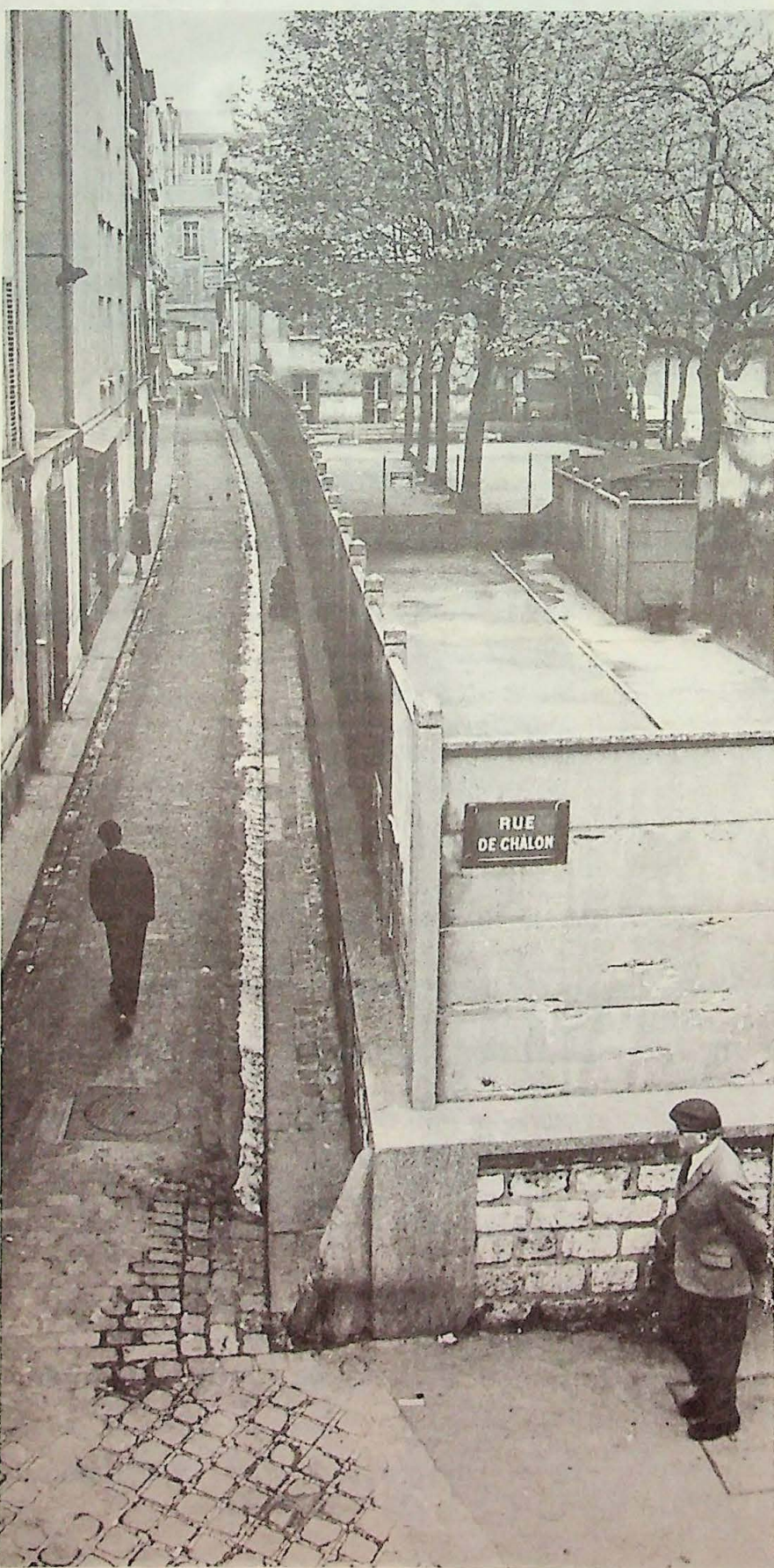


Photo Bruno Lamaison ARPP



Photo Bruno Lamaison ARPP

rester dans l'îlot Chalon

L'îlot Chalon c'est au nord de la gare de Lyon, huit hectares dont 3,5 appartiennent à la SNCF, 1,5 à la ville de Paris, 3 à des propriétaires privés. Quartier d'immeubles pauvres — lingerie miteuse aux fenêtres, murs qui s'écaillent, cours sombres envahies de cageots, ferrailles, poubelles et chats faméliques. 4 600 habitants environ, dont 1 200 étrangers, y vivent dans 2 200 logements dont 90 % n'ont pas de salle de bains, 83 % pas de w.-c. particuliers.

C'est aussi un projet de zone d'aménagement concerté (ZAC). Autrement dit, un projet de démolition et d'expulsions (sur 150 000 m² construits, 100 000 sont « à démolir ») pour permettre l'édification, à côté d'immeubles bon marché (HLM et logements aidés) et d'équipements collectifs divers, de résidences (27 000 m² de logements non aidés) d'hôtels, de commerces, de bureaux et de parking.

Jusqu'au printemps 76, les habitants ignorent tout du projet de l'Atelier parisien d'urbanisme. Deux réunions successives de l'association *Demain-Bercy* commencent alors à lever le voile sur l'opération. Un Comité de défense (1) se crée dans la foulée et commence à informer.

L'insouciance pourtant prévaut encore dans la majeure partie de la population. Ceux qui « savent », peu nombreux, hésitent entre inquiétude et résignation. Les commerçants n'osent plus renouveler leurs stocks : puisque les clients vont partir... Les cafetiers s'interrogent : où s'en iront leurs « fidèles » qui tapent le carton ou regardent la télé les soirs de dimanches solitaires où les bistrotts sont les seuls lieux de fraternité ? Les expulsés potentiels se préoccupent de la cherté des loyers dans les immeubles où ils seront relogés — bienheureux quand même d'être relogés : les immigrés qui crèchent dans les hôtels meublés n'auront pas cette chance. Et les racistes se réjouissent : démolir, reconstruire c'est en somme « assainir » le quartier...

Six mois plus tard, à l'ignorance, à la passivité, à la résignation commence à succéder un état d'esprit plus combatif. Des architectes-métreurs ont affirmé que certains immeubles pouvaient être gardés et restaurés. Du coup, la volonté de rester s'affermi.

Et les initiatives foisonnent : opérations « surface corrigée », démarches des travailleurs immigrés qui veulent faire reconnaître leur statut de locataires dans les hôtels meublés, lettres aux élus (qui se sont opposés à la restauration des immeubles, préférant leur destruction complète)... Une vieille dame propose de « squatter » un logement vide pour héberger une famille d'étrangers vivant à cinq dans une seule pièce. L'association d'alphabétisation « Accueil et promotion », qui participe au comité de défense, lance une enquête sur les conditions de vie des étrangers. Des gens du quartier — lycéens, artisans, militants, écologistes ou politiques, animateurs de comités locaux — lancent *La Brèche* (2) pour contrer l'information du journal du député RPR du coin, M. de Bénouville.

La Comité de défense cependant se structure et se fixe des buts plus audacieux qu'une simple information : améliorer les logements pour prouver la volonté de rester chez soi, de mettre la restauration du quartier au service de ses habitants ; lutter contre la division entre les travailleurs français et travailleurs étrangers ; assurer la liaison avec les travailleurs des tours de Bercy toutes proches, qui remettent en question leurs conditions de travail.

Beaucoup encore reste à faire pour que la mobilisation partielle des habitants de l'îlot Chalon débouche, en s'élargissant, sur des chances de victoire sérieuse.

C.D. ■

(1) Comité de défense de l'îlot Chalon, 19, rue Hector Malot, 75012 Paris. Permanence tous les samedis de 10 h à 12 h.
(2) *La Brèche*, mensuel d'expression local du 12^e arrondissement. 2 F à la librairie 1984, 9, rue Pleyel, 75012 Paris. Permanence tous les samedis de 14 à 16 h.

briser la chaîne

le congrès d'Hacuitex : pour aller plus loin

de notre envoyé spécial J.-Y. Sparfel

La fédération CFDT Hacuitex tenait son 39^e congrès à Roubaix du 18 au 21 mai dernier. « Cette ville est loin d'être une ville touristique. Elle a subi l'industrialisation à outrance dès 1860... Les usines, il y en avait pratiquement une, quand ce n'était pas plusieurs dans chaque rue de notre agglomération, il y a une dizaine d'années. Mais c'était presque uniquement des usines textiles ou para-textiles, car nous avons subi depuis six générations la mono-industrie textile... ». Voilà comment Yvonne Delemotte, militante de Roubaix, définissait sa ville.

Cette situation de mono-industrie se reproduit ailleurs pour ce qui concerne le cuir (à Fougères par exemple) ou l'habillement. La restructuration de ces branches est donc une véritable catastrophe pour certaines régions. Cette offensive capitaliste a constitué un des leitmotiv du congrès. Le thème majeur de la pratique des militants depuis le dernier congrès de la fédération Hacuitex à Flers en mai 1974 a été l'emploi. Dans son allocution d'ouverture le secrétaire national, Roger Toutain, le rappelait : « En trois ans, nos professions ont perdu 150 000 travailleurs... Par la course

incessante au profit, le patronat veut rendre nos industries plus rentables. » Licenciements, accélération des cadences, concentration des groupes, développement de la sous-traitance, investissements à l'étranger, orientation du capital vers la distribution, importations sauvages, deviennent les axes de la nouvelle stratégie patronale (1).

une longue expérience

Comment réagir ? La fédération Hacuitex a derrière elle une longue



Photo D.R.

tradition d'offensive. Les salariés de ces branches ont été parmi les premiers, à la CFDT, à innover tant sur les formes que sur le contenu des luttes ; dans la période d'expansion, contre l'organisation capitaliste du travail (en abaissant les cadences, en refusant les bonis, le salaire au rendement), dans la période de crise, pour l'emploi (par l'occupation des usines, les ventes sauvages) avec d'ailleurs certains redémarrages. CIP, Desombre, Tanneries d'Annonay, Everwear. D'autres conflits de longue durée se poursuivent. Ainsi les travailleurs de l'entreprise Defrenne à Roubaix, à qui tous les congressistes

et Edmond Maire sont allés rendre visite durant le congrès ; mais aussi Donval à Rosporden, Rhône-Poulenc Textile à Péage-de-Roussillon, Schlumpf en Alsace, TFR du Puy et de Bort-les-Orgues, etc.

La richesse de ces expériences, de cet héritage, évoquée dans toutes les interventions a été plébiscitée par les délégués, puisque le rapport d'activité de la direction sortante a été approuvé avec 96,5 % des mandants.

Cette résistance au bradage, cette myriade de conflits ne doivent pas s'enliser, rester isolées. Voilà pourquoi la fédération a voulu coordonner les luttes, leur donner toute leur ampleur régionale et nationale non sans que ces initiatives aient été parfois contestées par la direction confédérale. Plus récemment, le rassemblement CGT-CFDT du 22 avril qui a regroupé 6 000 participants à Paris, a attiré sur Hacuitex les foudres de la commission exécutive, mécontente d'une allusion au Programme commun dans le texte unitaire d'appel.

Edmond Maire qui assistait au congrès a reconnu la maladresse des critiques faites à la Fédération, qu'on accusait de s'éloigner de la stratégie confédérale. Mais est-ce s'éloigner de la stratégie de la CFDT que d'être unitaire, que de reconnaître que le Programme commun comporte des mesures sociales positives et que beaucoup de travailleurs souhaitent voir réaliser ? Au terme d'un discours très nuancé, le secrétaire général de la CFDT a clos la polémique en admettant que les craintes d'alignement sur la CGT n'étaient pas fondées.

le harcèlement

Mais ce sont surtout ses déclarations sur l'avenir de la CFDT qui ont retenu l'attention. Répondant à des questions précises posées par les congressistes, il a surtout défini une CFDT « responsable ». « Nous devons lutter contre l'attentisme qui s'empare de certaines de nos militants ; attentisme dû à la résistance patronale, assortie du plan Barre, mais aussi dû à l'espoir de la victoire de la gauche l'année prochaine... Mais nous devons éviter la fuite en avant qui consisterait à se lancer dans une grève généralisée et illimitée. Les

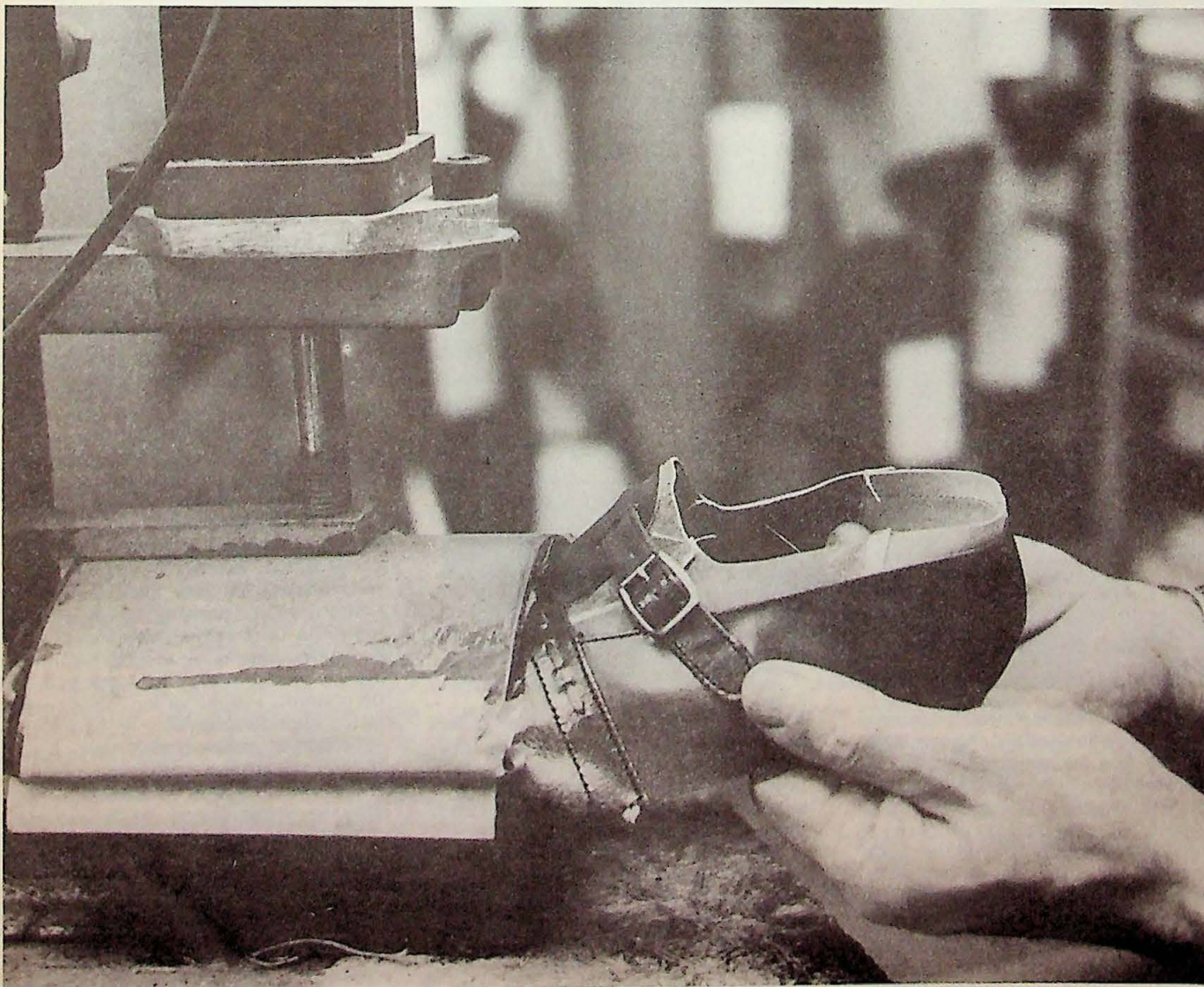


Photo Adja

adhérents ne sont pas prêts à mener une telle action.» Aussi, Edmond Maire, a-t-il prôné une *politique de harcèlement* qui consiste à ce « qu'un foyer de mobilisation se concrétise autour de chaque entreprise en lutte et qu'une pression suffisante soit ainsi exercée pour préserver l'emploi... ». Pour lui, en effet, la défense de l'emploi passe autant par la coordination des entreprises en lutte que par « l'organisation de la solidarité entre les salariés actifs et les ouvriers licenciés. »

Cette politique de harcèlement est justifiée par le refus de négocier du gouvernement et par le poids des échéances politiques. Sur ce point, la CFDT revient à ses positions traditionnelles de non-alignement sur les programmes des partis. Pour elle, la gauche n'est certainement pas la panacée qui résoudra tous les problèmes des travailleurs. Tenant compte de cette réalité, la CFDT élabore actuellement une plate-forme d'objectifs revendicatifs immédiats qui peut être négociée aussi bien avec le gouvernement actuel qu'avec la gauche si elle accède au pouvoir.

Ce souci d'une réponse aux besoins les plus urgents de la classe ouvrière s'accompagne d'une réflexion sur les transformations de la société à plus long terme. La CFDT est exigeante sur ce point : « Les partis de gauche ne doivent conquérir une majorité politique plus par leurs mérites, leurs propositions, que par les erreurs politiques de la droite. » De toute façon la CFDT ne prénégociera par ses objectifs avec les partis politiques.

Ces orientations fermement affirmées ont présidé aux travaux du congrès Hacuitex. Certes, bien des nuances distinguent la fédération des affirmations confédérales. Mais au total, on assiste à une convergence des positions, à une cohésion de la CFDT avant les échéances de 1978. C'est un peu ce qu'Edmond Maire était venu démontrer, rechercher à Roubaix, comme il l'avait fait la semaine précédente au congrès de la fédération des P. et T.

Alors peut-on dire que la « gauche syndicale », que les fédérations signataires de la contribution rentrent complètement dans le giron de la majorité confédérale ? Le débat sur les perspectives politiques montre qu'Hacuitex conserve une profonde originalité : celle de rester vigilante à tout risque de dérapage de la CFDT hors du combat autogestionnaire, de définir collectivement ses positions et de les mettre en pratique, malgré les fermetures d'entreprises, malgré la répression sauvage que subissent les militants. Les « licenciés » pour activité syndicale sont nombreux : Daniel Torquès, Henri Astic, Evelyne Hamimoune, Serge Zanetti, J.-P. Forret et A. Barbin, etc., autant de noms qui

représentent des batailles contre l'arbitraire, pour la réintégration.

La résolution d'orientation précise les objectifs et la pratique future d'Hacuitex.

alternative de gauche : oui... mais

Elle s'inscrit dans l'alternative de la gauche mais considère que les « résultats des élections ne sont que la traduction, à un moment, d'une pratique de masse développant une conscience de classe. Cette première conquête par les forces politiques de gauche, si elle est indispensable, ne saurait être en elle-même suffisante. Elle doit être utilisée pour que rapidement les capitalistes soit dépossédés de leur pouvoir économique et de leur pouvoir dans les appareils d'Etat :



Photo D.R.

armée, police, justice, enseignement, moyens d'information, administration, etc. Dès maintenant c'est tout le problème de la prise du pouvoir qui se pose à la classe ouvrière... ».

Après avoir rappelé qu'un recours de la bourgeoisie à la violence, pour conserver le profit ou reprendre le pouvoir, doit demeurer un souci de tous les instants, la résolution se prononce sur le Programme commun de gouvernement.

Créateur d'une dynamique unitaire

il comporte des mesures qu'approuve Hacuitex : les nationalisations et les mesures sociales. Mais, estime la Fédération, il est insuffisant sur de nombreux aspects : « la transformation des conditions de travail, la suppression du salaire au rendement, la mise en cause de la hiérarchie, les droits syndicaux nouveaux, le pouvoir réel des travailleurs. »

Comment aller plus loin ? Quatre commissions ont envisagé ce problème au cours du congrès. La synthèse de leurs travaux est ainsi formulé :

« Les nationalisations supposent l'expropriation totale des détenteurs des moyens de production sans indemnisation. Elles supposent également le contrôle réel des travailleurs et doivent s'inscrire dans le cadre de la planification démocratique allant dans le sens d'un processus autogestionnaire.

Une fois la gauche au pouvoir, la CFDT conservera ses objectifs, ses revendications et continuera à mener les luttes nécessaires pour obtenir satisfaction.

Ce mouvement de masse créera le rapport de forces nécessaires, de manière à éviter une gestion sociale-démocrate et tout danger de bureaucratie, tout en permettant d'exiger du gouvernement en place de véritables négociations pour la satisfaction de

● que des moyens d'information, presse, radio, télévision soient retirés du pouvoir capitaliste pour en faire des moyens populaires d'information et d'opinion, outils efficaces de la classe ouvrière ;

● des transformations économiques et une nouvelle orientation de la production, de la consommation et du commerce mondial. En même temps il sera nécessaire d'exiger la dissolution des corps de répression (CRS, gardes mobiles).

le sens des ruptures

Cet ensemble d'objectifs suppose une autre orientation de l'économie, des ruptures très précises. Les débats ont montré que les militants d'Hacuitex ne se fient pas trop au Programme commun et à la stratégie actuelle des forces de gauche pour y parvenir. Très sensibles à la nécessité de porter un coup d'arrêt au bradage de leurs industries, ils savent que cela suppose une autre conception de la coopération internationale, en même temps qu'une rupture assez rapide avec l'économie de marché. Ce n'est pas précisément l'orientation du PCF et du PS.

L'essentiel demeure donc pour eux de maintenir et développer la mobilisation populaire. C'est essentiel pour favoriser une généralisation du contrôle des travailleurs à tous les niveaux afin d'orienter le processus de rupture dès la gauche au pouvoir dans le sens d'une dynamique autogestionnaire.

le goût du collectif

A Roubaix, le débat n'a fait que commencer. Il se poursuit dans toute la CFDT. Le problème posé est moins celui d'un principe à défendre que la nature des actions de classes menées dès l'avènement de la gauche. Hacuitex s'y prépare, par son renforcement tout d'abord mais aussi par l'extraordinaire goût du collectif qui préside aux décisions. Le rapport d'orientation a été voté à 95 % après discussion et intégration de nombreux amendements.

Cette fédération conserve donc sa vraie nature : représentative des couches de travailleurs les plus opprimés (il y a dix-sept femmes sur 40 dans son conseil fédéral), soucieux de combat international, et d'un véritable changement dans la vie et le travail. Le plaisir évident que chaque congressiste mettait à chanter *l'Internationale* ou *les Canuts* venait démontrer que dans ces professions, les mots ne sont pas vains. Le bruit des machines, la répression l'aliénation empêchent trop souvent la joie de chanter, l'espoir et les inlassables luttes quotidiennes.

A Roubaix, on pouvait le faire, sans que ça apparaisse comme un simple rite. Cette démocratie, cette sincérité toujours renouvelées et la rigueur pour lier les objectifs revendicatifs à une pratique réelle collant aux aspirations ouvrières, font la force d'Hacuitex.

(1) Nous consacrerons prochainement dans *Tribune socialiste* un dossier à la situation de ces branches et aux luttes qui s'y mènent.

en mai fais ce qu'il te plaît en juin fais la fête un brin

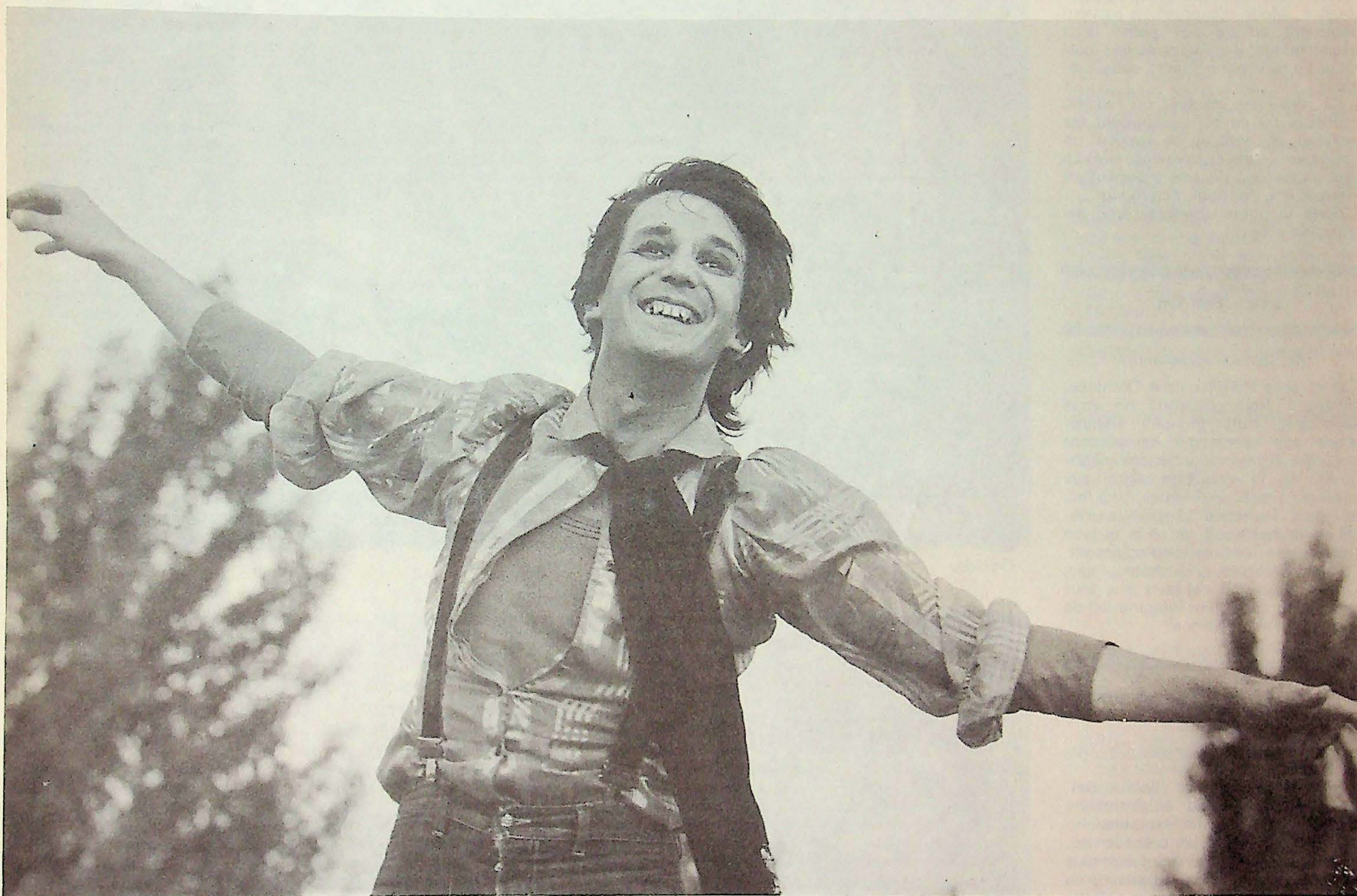


Photo D.R.

Y'en a, pour décoller, leur faut plusieurs tonnes d'acier, des avions vrombissants et, le cas échéant, l'accident gigantesque ; ceux-là, le pif en l'air, ils seront au Bourget. A la Courneuve inversement, le temps d'un week-end, pour vingt francs seulement (1), ils se retrouveront, tous ceux qui font peau neuve, l'espace d'une fête — du PSU s'entend — non tant pour consommer les spectacles offerts, la musique « planante », les rocks endiablés, le folk ou bien le jazz, mais plutôt pour créer cette ambiance de fête au goût de liberté totale et sans entraves, qui depuis sa naissance donne son sens profond à notre bonne vieille fête. Une fête imparfaite — on fait ce que l'on peut et on peut peu avec des moyens

moyens — qui cause des soucis à tous ceux qui travaillent des semaines durant pour en assurer le succès, mais qui ne déçoit pas ceux qui viennent y chercher un moment d'expression spontanée, un lieu d'échanges et de débats. Car, ne l'oublions pas, cette fête est aussi celle des travailleurs qui, chaque jour, se battent pour un avenir meilleur. La fête du PSU ? Une preuve que l'autogestion n'est pas un mot sans corps ; sans imagination, pas d'autogestion. La fête du PSU ? Une lucarne sur l'espoir. Alors, rendez-vous les 4 et 5 juin à La Courneuve pour une fête vraie. La vôtre. ■

(1) Pour les deux jours, si vous prenez vos billets de soutien avant les 4 et 5 juin. Sur place : 20 francs par jour.

15 heures de café-théâtre

(le samedi et le dimanche sous le grand chapiteau)

Depuis deux ou trois ans environ, on assiste à une renaissance du café-théâtre. Mode d'expression particulièrement adapté aux petits lieux décentralisés, il présente aussi l'intérêt de l'intervention directe, quasi intimiste.

Ce n'est pas du tout un hasard, d'ailleurs, si ce sont justement les femmes, qui font en ce moment un « malheur » dans ce domaine, elles se sont emparées de ces tribunaux et interpellent, confient, échangent...

Sous le grand chapiteau une tribune est ouverte.

Les Jeanne

(le samedi après-midi)

Elles sont trois (comme Orchidée, comme « Nous chantons ne vous déplaie »), trois groupes électrogènes sur scène qui investissent toute leur énergie pour dénoncer l'absurde de la condition faite aux femmes. Les bonshommes, une fois de plus, l'autobus-62-qui-a-la-priorité-au-démarrage (...et chez lui bien entendu) au mari-italien-impuissant. Elles sont drôles, très drôles, mais surtout elles surprennent par leur expression et par leur imagination de femmes sans influence.

« Nous chantons ne vous déplaie »

Trois autres femmes (Sabine Bellock, Danièle Berdou, et Christiane Costa) dont l'objectif est sensiblement le même que les précédentes, mais présenté de façon peut-être plus enrobée, sur un fond de chansons de Chantal Grimm, Bobby Lapointe, Boris Vian, Sabine Bellock.

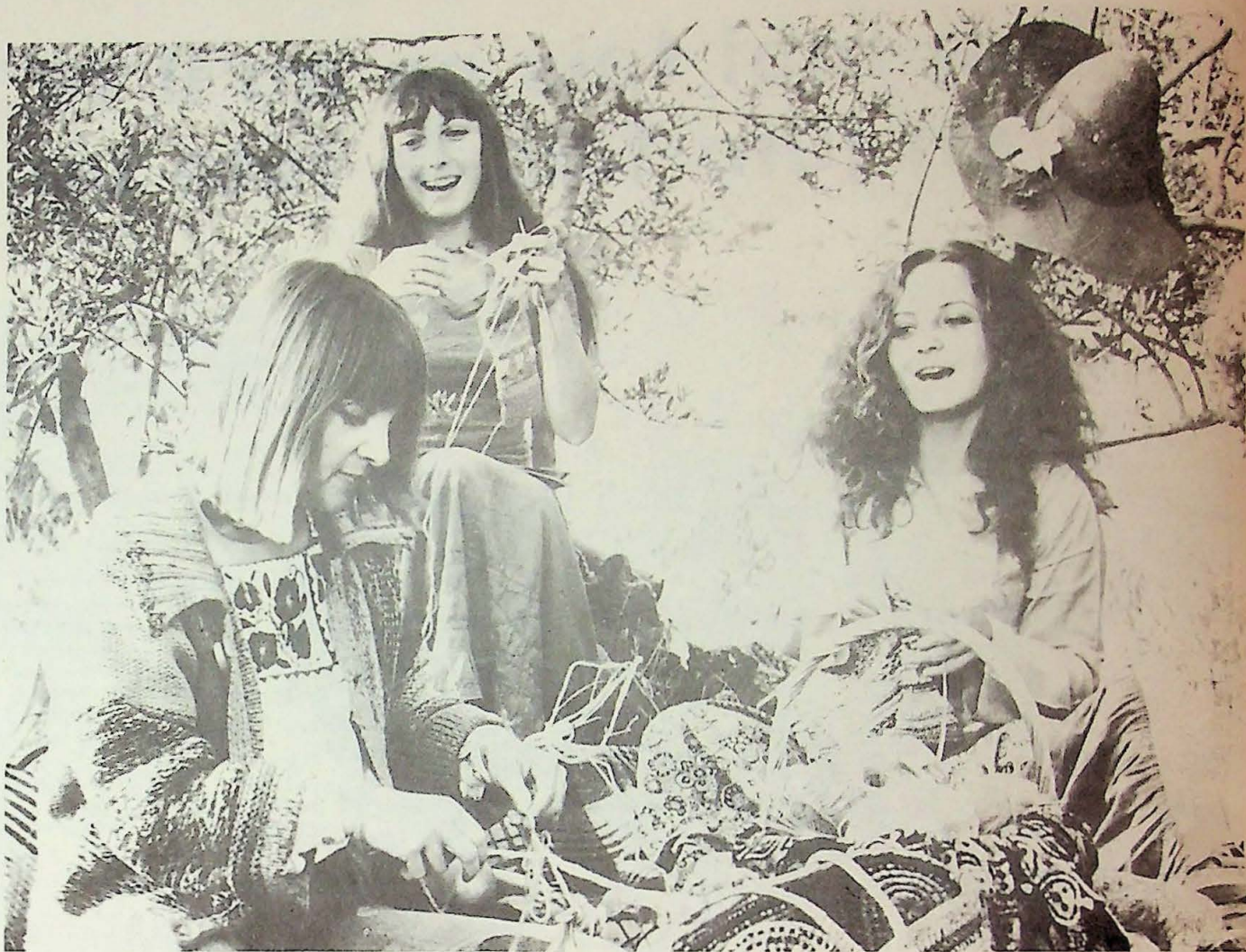
Marianne Sergent

Elle est seule, mais elle en sait, elle en dit...

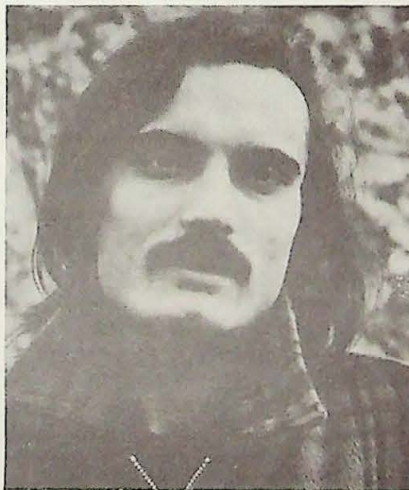
Patrick Font et Philippe Val

Ils sont déjà passés l'an dernier. Ils reviennent avec des sketches nouveaux, aussi désopilants, si ce n'est plus, aussi politiques dans le sens frontalier du terme: ex: « je vote con... vous me direz c'est un pléonasme ».

Lorsque Font joue à l'ex-ministre de l'ex-Agriculture, c'est bidonnant, on rit... de l'absurde ou de la réalité?



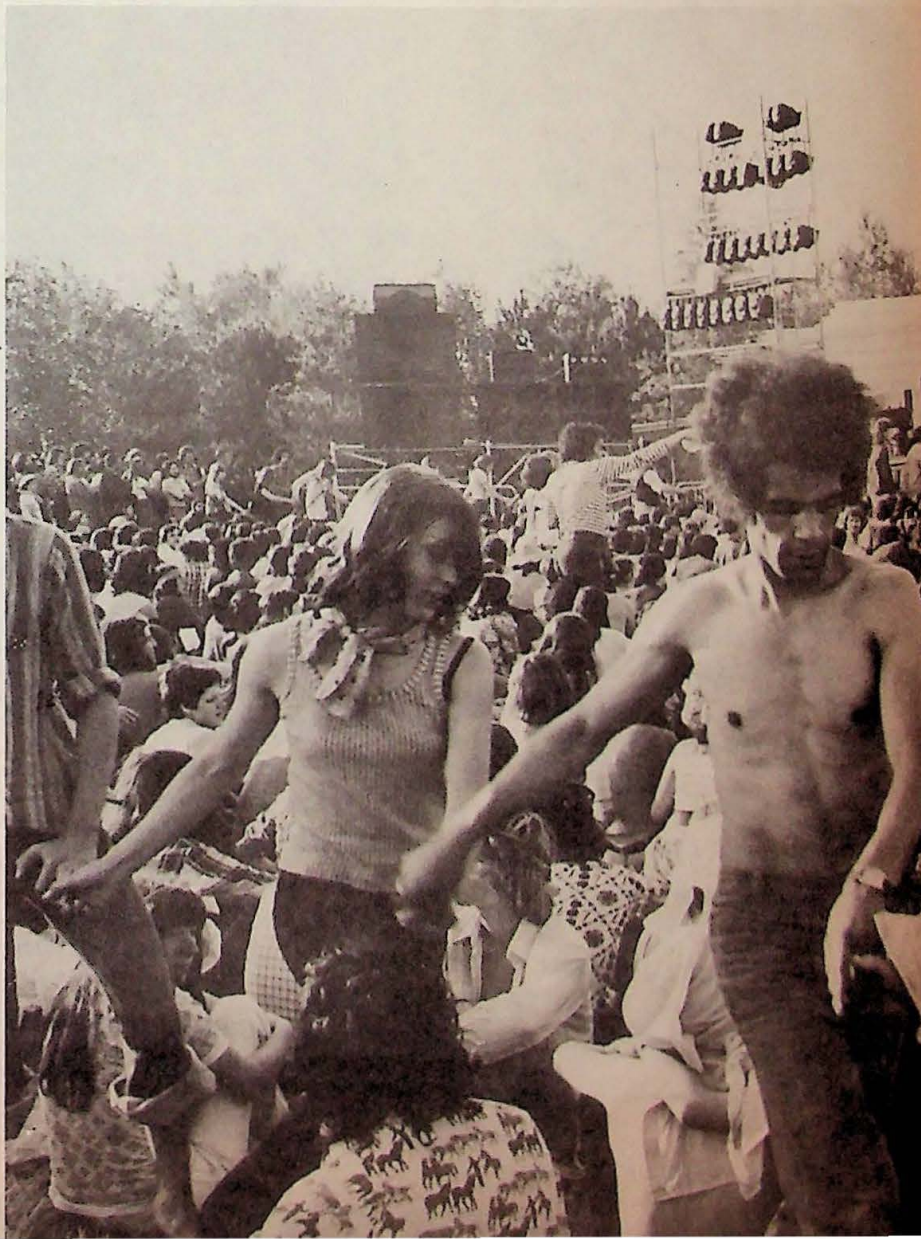
Orchidée



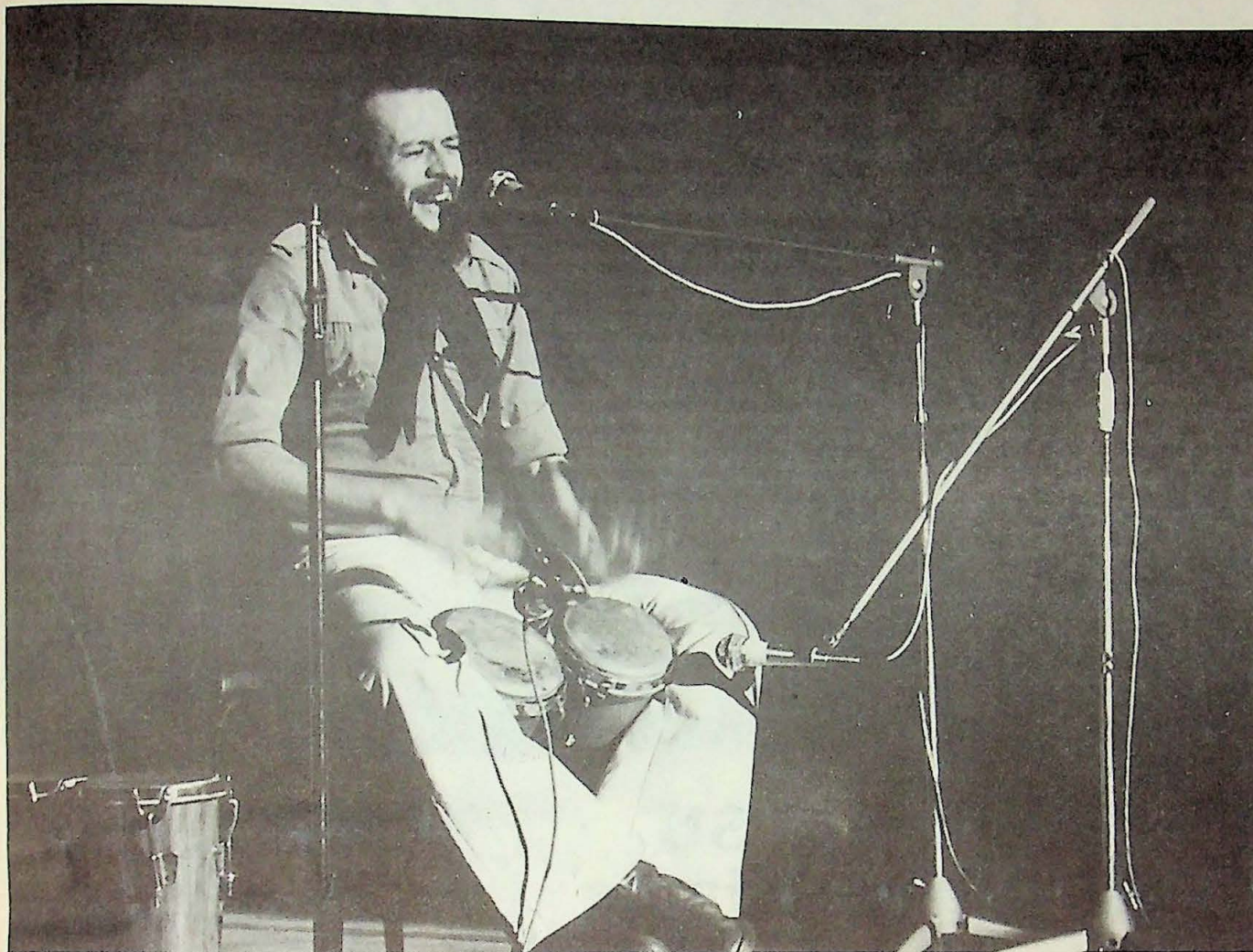
Philippe Val



Patrick Font



DU PSU



Martin Saint-Pierre

café-théâtre aussi avec Rufus, Yvan Labejoff

Dimanche après-midi, sous le grand chapiteau, de 13 à 19 heures, « théâtre et luttes sociales ».

De plus en plus, le théâtre intervient sur les luttes sociales et inversement (dialectiquement Mme Michu !) les luttes sociales traversent le monde du théâtre. Brecht n'est pas si loin. Il ne s'agit pas seulement de reproduire, par le théâtre, des luttes, il est question également d'associer les véritables acteurs, c'est-à-dire les travailleurs, à la production culturelle. Cette pratique est bien courante pour **La troupe Z, le théâtre de l'Aquarium et le théâtre du Levant**. Ces six heures de théâtre militant ne seront pas une simple succession de pièces toutes faites, mais proposeront autre chose par la voix des comédiens ainsi que des travailleurs d'usines en lutte (CIP-Defrenne).

Jazz

Avec Daniel Humair Réunion, Bernard Lubat, Assum (Nana Vasconcelos), Evan Chandlee, Xtet d'Annecy, Workshop de Lyon, Cecil Taylor.

A propos de Bernard Lubat : il ne nous fera pas simplement un petit morceau de zizique mais tout un spectacle très original avec danseurs. Titre du « show » : « Porte ça à ta sœur ».

podium de la cité internationale

Des chanteurs de nos provinces et d'ailleurs.

Samedi :

Jacques André — le Graal — deux chanteurs arméniens — Carlos Andreu — théâtre de l'Espoir.

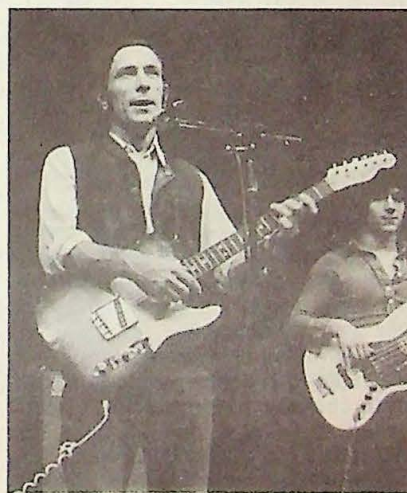
Dimanche :

Michel Montanaro — Marc Monsigny — Pierre Dieghi — Judith Reyes — Igenio Mena — Pierre Hanot — Bal avec Pieds joints.

podium de la cité femmes

Une fête de femmes pendant deux jours. Venez nombreuses chanter avec le festival de la chanson de femmes (Chantal Grimm, Francine Reeves, Sabine Bellock), Claire, « Nous chantons ne vous déplaît ». On pourra y voir et y entendre également la fanfare Hortense, une diseuse, la carmagnole, la spirale.

Comme le podium de la cité internationale, le podium femmes sera consacré à l'expression libre à certaines heures. Que ceux ou celles désirant se vedettariser aillent s'inscrire dès le samedi midi ou dimanche midi auprès du régisseur de chaque podium.



François Béranger



Cecil Taylor



fête du PSU fête des enfants

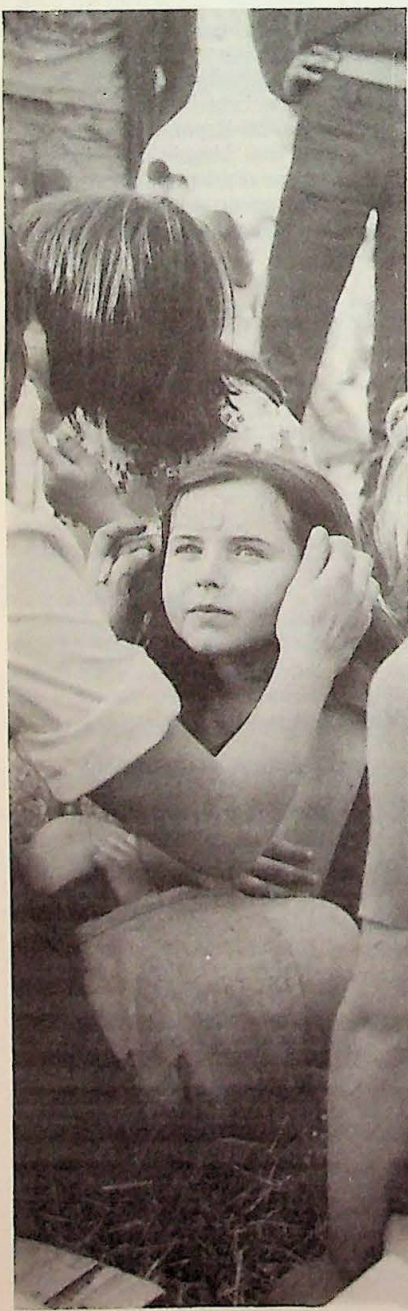
Il pleut, il mouille, c'est la fête à la grenouille. La comptine est connue. Ça se chante à l'automne, à la fête de l'Huma. Au PSU, nous, on préfère : Fait beau, fait chaud, c'est la fête à les marmots. Il y a deux façons d'imaginer la fête quand il s'agit d'enfants. La première, la plus répandue, fait des bambins le plus court chemin entre le portefeuille parental et la caisse enregistreuse. La seconde, celle du PSU...

Mais, laissons la parole à Lionel, dit Yoyo, et Nicolas, âgés de cinq et sept ans. Interrogés ensemble sur la fête, ils répondaient en même temps, si bien que le « je » représente indifféremment l'un ou l'autre. « J'ai vu une pièce de théâtre avec un monsieur déguisé en cheval et à chaque fois qu'il voulait raconter quelque chose, on le chassait avec un balai. Et puis, y'avait un cirque, avec dedans des taureaux... non, des vaches... non, des gens déguisés en vaches qui couraient, couraient, couraient, et puis des chèvres noires et blanches qui montaient sur un tabouret, fallait qu'elles redescendent. Tout le monde rigolait. Même nous. Le cirque, il était rond. Mais il était plus petit que les autres, bien sûr. C'était un faux cirque : y'avait pas de toit. Et puis, quand on avait chaud, on nous arrosait. Y'avait beaucoup d'enfants dans la fête. Oui, même qu'on se déguisait. Je me suis maquillé. Déguisé aussi. En dame. On s'était mis des robes ; même j'avais vu un soutien-gorge ; il était trop grand. J'avais un gros nez rouge. Oh ! je m'en rappelle, on nous avait fait des masques. Avec des petits trous pour les yeux et un autre pour la bouche. J'avais un grand sourire dessus et Yoyo aussi, je crois. Et puis aussi, on s'était complètement déshabillé. On était tout nus. Mais on voyait pas nos fesses ? Si ! Oui,

mais à tous les enfants on voyait les fesses. On avait même enlevé le maillot de corps. Comme en Corse (*). Ça, je me suis bien amusé. J'avais fait des marionnettes avec des cheveux et un chapeau. Dans mon dos, j'avais mes petits arbres. Le monsieur qui m'avait maquillé m'avait dessiné des petits arbres et aussi, on avait des serpentins et des ballons... »

La fête du PSU, c'est celle des enfants. Ils s'y expriment, inventent des jeux à partir de bouts de bois, de chiffons, de papier, de crayons de couleur. Tout est gratuit — d'ailleurs, ils ne payent pas l'entrée — et les parents peuvent profiter de la fête sans avoir à débours sans cesse pour un tour de manège, un ceci, un cela. Le maître mot n'est pas : « achète moi »... Il faut souligner aussi que la fête n'est pas une « garderie » pour les enfants. On ne s'en débarrasse pas. Cette fête est la leur. Elle existe à leur niveau. C'est la fête dans la fête et c'est pas triste. Les animateurs, épuisés après deux jours, ont même le plaisir de voir que, souvent, des parents se proposent pour rester et aider à animer cette fête des enfants qui chaque année connaît un succès croissant. ■

(*) Pour les grandes vacances. Yoyo et Nicolas vont en Corse.



luttons en classe

MAS : un congrès chaud

Les 13, 14 et 15 mai s'est tenu le second congrès du MAS à Grenoble. Congrès chaud, qui a précipité le cours des événements dans le mouvement étudiant...

Depuis le début de l'année universitaire et l'adhésion des militants de la LCR au syndicat, le développement du MAS semblait hypothéqué par la présence, en son sein, de deux stratégies contradictoires. La tension n'avait cessé de monter entre les tenants des deux conceptions du mouvement étudiant, surtout dans les sections parisiennes, les plus proches des « états-majors » :

— D'un côté, les militants ayant participé à la création de leur organisation tentaient l'expérience, encore incertaine et hésitante, d'une pratique syndicale autogestionnaire liée au mouvement ouvrier, et tout particulièrement à la CFDT, dans les universités.

— De l'autre, un « bloc » constitué des militants de la LCR, auxquels se raccrochait le petit groupe des militants étudiants des « comités communistes autogestionnaires » qui viennent de quitter le PSU. Bloc hétérogène : alors que la majorité des militants de la LCR voulait faire du MAS un outil au service de leur stratégie politique (slogans agitateurs, « mises au pied du mur » des directions syndicales, débordements des organisations ouvrières...), plusieurs d'entre eux, surtout en province, ont réellement pris leur part dans le développement du MAS.

Dans cette situation tendue, et pour y répondre, les responsables des secteurs du MAS avaient soumis à la discussion de tous les adhérents des propositions de restructuration du syndicat : plutôt que de se perdre dans des polémiques internes stériles, ils proposaient de fonder l'affirmation de la stratégie syndicale sur l'activité des secteurs (chaque secteur correspondant à une filière universitaire) : c'était, disaient-ils, le moyen de couper court aux discours creux pour s'occuper des problèmes concrets posés aux étudiants, notamment le chômage. Le secrétariat étudiant de la LCR, lui, avait donné comme signe à ses militants de se faire déléguer pour participer, non à un congrès, mais à une réunion informelle qui n'aurait pu prendre aucune décision : des assises nationales.

jeux du cirque

La cassure apparaît inévitable aux délégués dès le premier jour, pendant la tenue d'une interminable commission des mandats, ponctuée de cris et de menaces. Un délégué de la Sorbonne exprime bien l'exaspération générale des militants syndicaux : « nous ne pouvons accepter que le

syndicat soit sans arrêt soumis aux assauts d'organisations politiques ; nous sommes ici pour participer à un congrès syndical, pas à un jeu de cirque romain ».

Lors de la première séance plénière du congrès, les militants des

Seul résultat de leur réunion : l'élection d'un « bureau national » provisoire uniquement composé de militants de la LCR.

les secteurs d'intervention

De l'autre les militants syndicaux, qui tiennent enfin leur congrès. Le texte d'orientation proposant la structuration par secteur d'intervention (Lettres, Sciences économiques, IUT...), amendé de nombreuses contributions de sections, est adopté à la quasi unanimité du congrès. Il permettra sans doute au MAS d'être mieux armé pour répondre aux préoccupations des étudiants : emploi, sélection, conditions de vie, problèmes idéologiques... Cette orientation est devenue irréversible à la suite d'un vote assurant un financement autonome des secteurs, malgré les réticences des délégués d'Amiens et

sions des militants du MAS, la référence autogestionnaire serait vidée de son contenu et l'activité syndicale au sein de cette organisation n'aurait plus de raison d'être. Un fait certain donc : la « légitimité » du sigle MAS appartient aux militants qui ont organisé le second congrès du MAS ; le bureau national sortant n'a jamais été mis en minorité (contrairement à ce qu'on a pu lire dans certains organes de presse).

Regrettons malgré tout que les militants de la LCR se soient laissés aller à des pratiques qui rappellent tristement celles de l'AJS : vol de fichiers, violences physiques contre des militants, destruction de locaux, usurpation de sigle... D'autant qu'on voit mal comment ils pourraient « tenir » très longtemps une bataille de sigle, sans projet syndical.

Cela ne doit pas masquer les interrogations inévitables, après une année de polémiques épuisantes



Photo AFP

comités communistes autogestionnaires présentent une motion selon laquelle les délégués refusent de participer au congrès, et tiennent à la pace des assises nationales. Tout se joue alors, dans une salle surchauffée. Une motion contradictoire de la majorité syndicale affirme que le congrès se tiendra statutairement et que les délégués mandatés pour participer à des « assises » n'y ont pas leur place. La direction de la LCR est débordée par sa base, prête à tout, y compris à rallier les comités communistes autogestionnaires. Ces derniers retirent leur motion ; appellent, avec la LCR, au refus de vote sur l'unique motion restant en présence, celle de la majorité syndicale. Celle-ci est donc adoptée. La scission est consommée.

D'un côté, les militants de la LCR et des CCA ; après avoir détruit un local syndical pour voler les fichiers du MAS, ils se réunissent entre eux, sans arriver à se mettre d'accord.

d'une partie de ceux de Villeteuse. Des plates-formes revendicatives, des plans d'actions, des projets de structuration interne des secteurs sont élaborées en commissions. Un travail riche et prometteur... L'unanimité se fait sur la composition du nouveau bureau national, ce qui devrait permettre un travail efficace.

dommage de certains PS...

La très grande majorité des délégués regrette cependant que quelques arrivistes du PS se soient livrés, en fin de congrès, à des chantages à la démission pour l'élection du Conseil national. Ces manœuvres sont d'autant plus surprenantes que leurs instigateurs les justifient par de prétendues exigences de la CFDT. Or il est clair que si la CFDT voulait imposer un contrôle étroit sur les déci-

dans les sections, une scission, un congrès difficile. Plusieurs militants étaient inquiets.

gonflé à bloc

Pour Daniel Behar, membre du nouveau bureau national, « un nouveau départ du MAS est possible : l'idée-force du MAS, développer un syndicat étudiant autogestionnaire, en lien avec la CFDT, est plus que jamais d'actualité. Aucune autre force n'est capable de porter les aspirations à l'ouverture et à la transformation radicale de l'Université. » Il est vrai que la clarification opérée lors de ce congrès a gonflé à bloc plusieurs responsables du syndicat. Le MAS sera ce qu'en feront ses militants. Ils s'organisent déjà pour relancer l'action et préparer les luttes syndicales qui ne manqueront pas d'être décisives l'an prochain.

Stephan LYLLAN ■

et pourtant elle tourne...

espagne au centre toute...

Des meetings par centaines, où chacun des partis et des coalitions, réunit des milliers de personnes... Des micros cachés dans les locaux de l'union centriste, la formation de Suarez... Une tension extrême en Pays basque où la police matraque, tire sur des manifestants dont le seul tort est de demander l'amnistie pour tous les prisonniers politiques... Une inflation dont le taux mensuel est de 2,5 %... Tierno Galvan, secrétaire du PSOE, reçus par le roi Juan Carlos... La pasionaria rentrée en Espagne et tenant son premier meeting à Bilbao... Arrabal joué à Madrid et Barcelone ; Alberti accueilli en grande pompe par tout ce que l'Espagne compte d'intellectuels... Fraga Iribarne, leader de la très néo-franquiste Alliance populaire, tombant la veste pour faire le coup de poing avec ceux qui le huent et le couvrent de quolibets dans sa Galice natale...

C'est cela et beaucoup d'autres choses encore, tout aussi insolites, dramatiques, cocasses, l'Espagne d'aujourd'hui, à la veille de ses premières élections depuis quarante ans. En Euzkadi, ces deux dernières semaines, une angoisse insoutenable... Quelques heures après à Madrid la joie de vivre dans tous les locaux militants de gauche et d'extrême gauche. La grille permettant de faire une analyse correcte de la situation politique en Espagne est difficile à établir. Je me bornerai à essayer d'éclairer quelques points forts.

Aucune formation politique n'ose aujourd'hui se réclamer du caudillo. Les leaders de l'Alliance populaire, qui regroupe sous la houlette des anciens ministres Fraga Iribarne, Arias Navarro et Lopez Rodo, tous les nostalgiques du franquisme, n'osent pas eux-mêmes y faire référence.

Le franquisme n'en a pas pour autant disparu. Il se cache dans la police, l'armée, la garde civile, la haute et petite administration, ce qui subsiste des syndicats verticaux. Le processus original qui, par monarchie interposée, a incontestablement

introduit un peu, beaucoup de démocratie en Espagne, ne doit pas masquer le fait que tout une partie de l'appareil d'Etat, des banques et du patronat, guette le moindre faux pas de l'opposition comme du gouvernement, pour se saisir de nouveau des leviers du pouvoir et imposer, manu militari, l'ordre franquiste. L'Espagne redevenant : *una, grande, libre*.

En répétant inlassablement que le problème posé n'est pas celui du choix entre République ou monarchie, mais entre démocratie ou fascisme, Santiago Carrillo, secrétaire du PCE, traduit à la fois un sentiment très généralisé, mais aussi l'angoisse qui étreint l'immense majorité des peuples d'Espagne à l'idée d'un retour aux années noires.

Mais est-ce que cela circonscrit tout le débat ? Carrillo lui-même ne le pense pas.

la légalisation inachevée

Pendant toute la période du gouvernement Arias Navarro, le Bunker, constitué par l'entourage immédiat de Franco, a essayé de ligoter le roi, tout en se donnant quelques apparences de libéralisme, en valorisant par exemple José Maria de Areilza, alors ministre des Affaires étrangères.

Bien conseillé par son père, et un certain nombre de jeunes technocrates avec qui il était resté en liaison, Juan Carlos a décidé de frapper son premier grand coup. Il a démis Arias Navarro et fait appel à Adolfo Suarez, qui s'était fait oublier des milieux politiques depuis les temps déjà lointains où il était un des res-

ponsables en vue du très officiel syndicat des étudiants, le SEU.

Dès lors, trois problèmes prenaient le devant de la scène :

● Fallait-il organiser des élections et, dans ce cas, par quelle procédure les imposer ? Ce fut le référendum. Incontestable succès pour le roi et son nouveau Premier ministre. L'opposition non encore légalisée avait bien appelé à l'abstention, mais c'était, sans doute, ne pas compter sur l'irrésistible envie des peuples d'Espagne de participer à une consultation qui ne soit pas une farce comme celles qui s'étaient déroulées sous le franquisme.

● Fallait-il légaliser tous les partis ? Marchant pas à pas, compte tenu de la résistance de l'armée, sensible cependant à la pression nationale et internationale, le gouvernement a en définitive légalisé 127 partis, le dernier étant le Parti communiste. Mais il a refusé jusqu'ici de légaliser le Parti carliste ainsi que les formations d'extrême gauche, qu'il sait pourtant très présentes dans le pays (ORT, MCE, LCR, PTE...). Il ne le fera éventuellement qu'après les élections du 15 juin. Du coup ces formations présentent dans des conditions très difficiles des listes de candidats indépendants.

● Enfin il y avait le problème de l'amnistie. Ici encore le gouvernement a navigué à l'estime, pris entre les résistances de l'armée et de la police, et l'opinion publique qui réclamait, avec chaque jour plus de force, l'amnistie pour tous les prisonniers politiques. D'indulto (grâce royale) en indulto, un nombre croissant de prisonniers était libéré, mais au compte-gouttes, ce qui a provoqué une grande



Photo AFP

Saint-Sebastien : la poudrière...

exaspération. En Euzkadi surtout. La discrimination était évidente à l'égard des militants de l'ETA.

Euzkadi libre

Lors de la légalisation du PCE, les hautes autorités militaires s'étaient inclinées, non sans avoir manifesté leur mécontentement. A cette occasion elles avaient rappelé que l'armée était garante de l'unité de la patrie. C'était signifier sans ambages que la répression devait continuer à s'abattre sur les militants nationalistes de Euzkadi, comme de Catalogne, de Galice, ou des Canaries.

Des corps de police spéciaux, intégrant notamment d'anciens légionnaires rapatriés du Sahara, ont pu ainsi exercer la plus sauvage des répression à travers tout le Pays basque et notamment pendant la semaine des manifestations pour l'amnistie.

Euzkadi est aujourd'hui une poudrière, et les risques d'explosion sont considérables. Car au-delà même de la libération des prisonniers, le problème des libertés nationales est posé avec encore plus d'intensité que dans les années qui précédèrent la guerre civile. A côté du vieux parti nationaliste basque, toujours démocratique, est née une gauche « patriote » résolue et qui attend du mouvement ouvrier de l'ensemble de l'Espagne une solidarité active.

De ce point de vue la décision de la direction des commissions ouvrières de ne pas étendre à l'Espagne la grève active qui a eu lieu en Euzkadi a provoqué beaucoup d'amertume. Depuis, dans tous les meetings tenus par les partis de gauche, ceux-ci cherchent à corriger les choses, en manifestant fortement leur solidarité.

la bataille des centres

En se regroupant au sein de l'Alliance populaire, la droite et l'extrême droite espéraient marginaliser les quelques irréductibles de la Phalange, prendre de fortes positions au centre et empêcher que les équipes démocratiques, conduites par Ruiz Gimenez, dont les mérites, en tant qu'opposants au franquisme, étaient évidents, et auxquelles est acquis le soutien de la démocratie chrétienne européenne, prennent une dimension et une envergure nationales.

C'est alors que Suarez a décidé de prendre les choses en main, en créant l'Union des centres à la tête duquel il se présente aux élections. Auteur de la loi électorale, Suarez sait mieux que personne que le découpage et le mode de scrutin, tant au

Congrès qu'au Sénat, avantagent les zones rurales et les villes moyennes et désavantagent notablement les grandes concentrations industrielles. Il compte, en outre, sur la crainte du désordre qui habite, en Espagne comme ailleurs, les classes moyennes.

Il a décidé de créer un parti destiné à soutenir l'action du gouvernement. Pour ce faire il est allé chercher ses anciens amis du SEU et a brutalement imposé leurs candidatures aux divers négociateurs. Les premiers sondages font état de scores encourageants.

incertitudes à gauche

Les trois principales formations de gauche, le PSOE de Felipe Gonzalez, le PSP de Tierno Galvan et le PCE réunissent des assistances imposantes : dix mille personnes dans une ville de quarante mille habitants est monnaie courante. Cela témoigne assurément de la sympathie des classes populaires, mais aussi et surtout de l'extraordinaire avidité d'information qui secoue toute l'Espagne. La croissance des tirages de la presse est significative du même phénomène.

Felipe Gonzalez, fort de l'appui de l'Internationale socialiste, fait preuve d'une belle assurance. Le prestige qui entoure la personne de Tierno Galvan, bénéficie à tout son parti qui présente des listes Unité socialiste avec le FPS (Fédération des partis socialistes régionaux).

L'eurocommunisme dont il s'est fait le champion, permet au Parti communiste d'espérer effacer ce que des dizaines d'années de propagande franquiste ont mis dans la tête de tous les Espagnols sur les affres du bolchevisme. C'est dire qu'à l'heure présente aucun des responsables de ces formations ne s'aventure à formuler quelque pronostic que ce soit.

D'autant plus que le thème permanent de la lutte pour les libertés démocratiques banalise, en quelque sorte, les interventions des différents partis et gomme quelque peu les différences.

Le *star-système* en politique a trouvé en Espagne un lieu privilégié. Il ne suffira pas pour affronter les deux problèmes qui se poseront aux nouvelles assemblées, pour établir une nouvelle Constitution, faire droit aux revendications nationalitaires et résoudre les problèmes économiques et sociaux aujourd'hui mis entre parenthèses, mais qui seront au centre de toutes les préoccupations au soir du 15 juin.

Christian GUERCHE ■

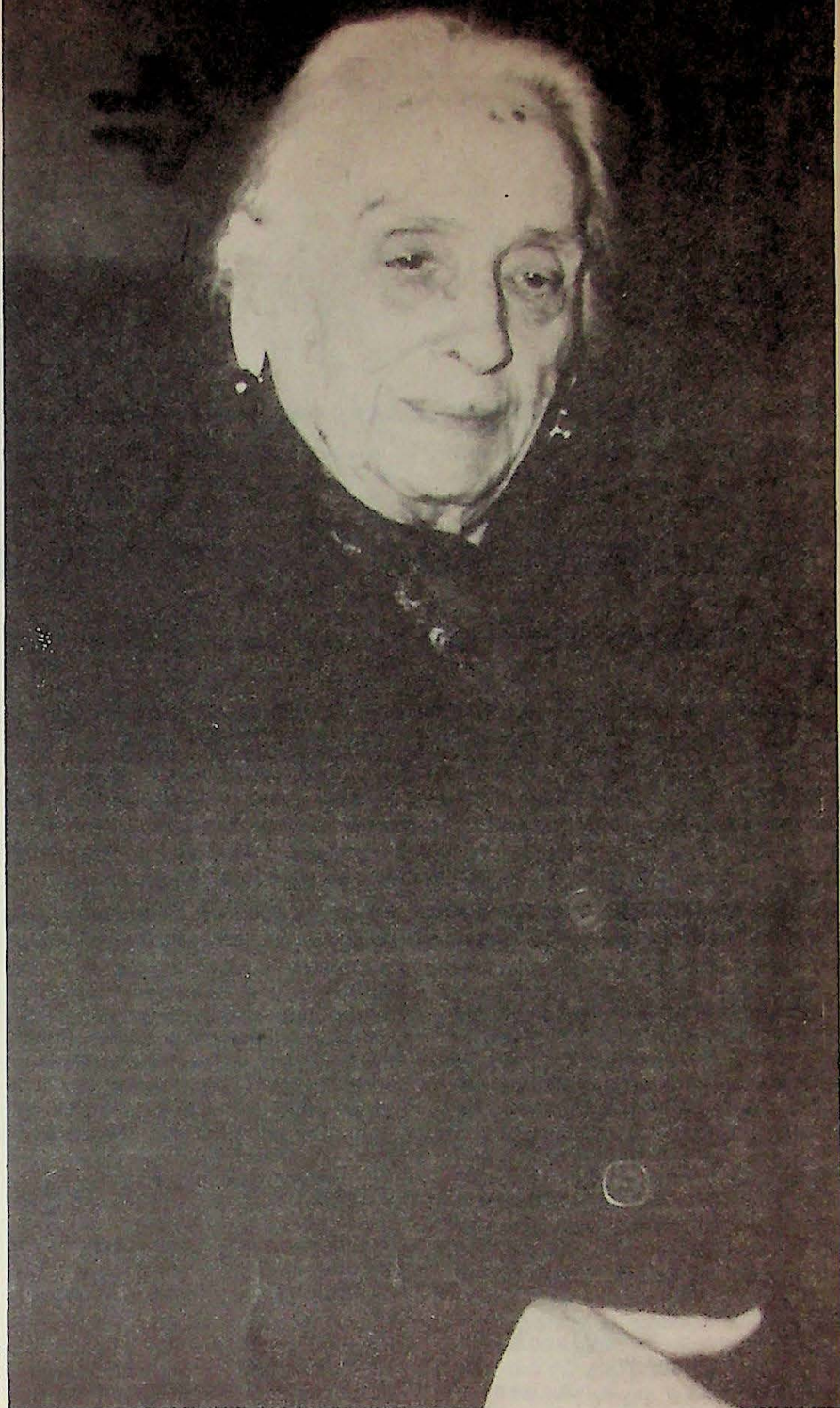


Photo AFP

Dolores Ibaruri, « La Pasionaria », quarante ans après.

déclaration commune PSU-MUP (Tunisie)

Après plusieurs rencontres, le Secrétariat national du Parti socialiste unifié et une délégation du Mouvement d'unité populaire (Tunisie) se sont réunis le 11 mai 1977 à Paris. Les deux délégations ont procédé à un examen de la situation générale prévalant, tant en Tunisie, que dans la région et discuté de questions d'intérêt commun.

Elles ont constaté que, depuis 1970, la situation économique et sociale en Tunisie s'est considérablement dégradée sous l'effet des options néo-coloniales et antipopulaires d'un pouvoir au service de minorités privilégiées, dont la position et les intérêts sont étroitement liés à ceux des puissances et des forces impérialistes. La dépendance économique et politique de la Tunisie s'est notablement aggravée, tandis que le peuple tunisien souffre de plus en plus du chômage et de l'inflation.

Elles constatent que, dans le même temps, le pouvoir tunisien refuse de se rendre à des aspirations démocratiques des masses populaires, persiste à nier et à bafouer les libertés élémentaires, étend l'encadrement policier du pays et généralise le recours à la répression. En dehors des éléments du parti unique, le fait est que nul n'a le droit à l'expression de ses opinions dans un pays où la torture et la censure sont systématisées.

Face à cette situation, les luttes populaires tunisiennes se sont développées, marquant un élargissement constant des bases sociales et politiques de l'opposition au pouvoir établi. Les grèves se multiplient ; l'université continue d'être secouée par une crise chronique.

1° Le PSU constate le rôle important que joue le MUP dans la défense des aspirations populaires tunisiennes à l'indépendance nationale, à la démocratie et au socialisme ;

2° Dans ce contexte, la répression dont sont actuellement victimes les militants du MUP — venus grossir les rangs des nombreux prisonniers pour délit d'opinion —, marque la volonté du régime de tout faire pour empêcher tout changement démocratique en Tunisie.

Les deux délégations ont insisté sur le fait que la situation en Tunisie est liée à celle prévalant en Méditerranée, au Maghreb comme dans l'ensemble du monde arabe, et en Afrique. Après avoir été défait dans le Sud-Est asiatique, l'impérialisme cherche à renforcer ses intérêts stratégiques et économiques en Méditerranée, dans l'ensemble du monde arabe et en Afrique. Allié au régime israélien, aux régimes racistes de l'Afrique australe et aux régimes réactionnaires dans ces régions, l'impérialisme tente de mettre en échec les aspirations des peuples à la libération nationale et de destabiliser les régimes anti-impérialistes au Maghreb et au Machrek arabes et en Afrique.

Les deux délégations ont convenu de l'importance de la Conférence de Malte (de juin 77) dans la mesure où l'ensemble des forces réellement anti-impérialistes de la Méditerranée y participent.

Sur ces bases les deux délégations ont convenu de maintenir des contacts réguliers en vue de promouvoir des actions communes. ■

Sahara-Maroc-Mauritanie

la France dans un nouveau guêpier

Après le Tchad et l'affaire Claustre, il y a eu Djibouti. Puis le Zaïre, et le vol franco-marocain au secours d'un roitelet en perdition : l'innéfable général Mobutu. Voici maintenant le Sahara, sur fond de coopération militaire intime avec le Maroc féodal et pro-américain de Hassan II, et de soutien à bout de bras d'un pays qui doit tout à Paris : la Mauritanie. Avec encore cette fois, à la clé, une poignée d'otages français enlevés quelque part — la mine de Zouérate, à quelques kilomètres des frontières du Sahara occidental — où sans doute ils n'auraient jamais dû se trouver...

Compliquée l'affaire, tranchées les positions : pour le front Polisario, qui a réalisé l'opération sur Zouérate, le 1^{er} mai dernier, les Mauritaniens et les Français enlevés à l'occasion de ce raid sont des « mercenaires », comme l'a encore indiqué un de ses responsables durant le dernier week-end. Et M. de Guiringaud, ministre français des Affaires étrangères, de répliquer aussitôt avec vivacité que « la France ne se prêterait pas à des manœuvres utilisant des civils à des fins politiques ».

A ce point du « débat », tout peut arriver : une opération « coup de poing » sur les camps de réfugiés sahraouis de Tindouf, dans le sud algérien, avec « Transall » français et paras marocains (ces derniers pour donner le change, style « l'Afrique aux Africains »...)? Un engagement direct aux côtés de l'armée mauritanienne, décidément dépassée par les événements et l'ampleur de la tâche, malgré la présence de forts contingents marocains, de l'équipement et des conseillers français (réédition du coup de l'intervention au Tchad : en vertu des accords de défense mutuels...)? Mais les jusqu'au-boutistes de l'Elysée ou du ministère des Armées feraient bien d'y regarder de plus près, avant de se lancer dans de brillantes actions de commando : le Maghreb, ce n'est pas le Zaïre, c'est du sensible, c'est un écheveau de petites et grandes contradictions, c'est cette Algérie, encore chaude au cœur de la droite... et de la gauche française. Conclusion : coincés.

jusqu'au cou

Alors, en attendant que l'affaire des otages décante un peu, voici quelques leçons-express :

1^o Une fois de plus, notre cher et vieux pays n'est ni dans le bon camp (celui de l'Algérie progressiste, seul Etat de cette région — avec la Libye — à tenir tête aux manœuvres franco-américano-occidentales dans l'Afrique de l'Ouest, en Egypte-Soudan, au Zaïre, en Afrique australe...), ni même dans celui de la neutralité prudente et raisonnée qui a fait naguère les beaux jours de sa « politique arabe ».

2^o Qui plus est, il est engagé, jus-

qu'au cou, au Maroc et dans « sa » partie de Sahara : alignement politique, maintien d'une communauté « pied-noir » de soixante mille Français, signature en juin 1975 des accords militaires connus sous le nom de « plan Marrakech » (fourniture au Maroc de radars, d'hélicoptères « Puma », de chars « Amx », d'engins de reconnaissance « VAB », de quantités de munitions considérables, et de 75 « Mirage F1 »), opération commune au Zaïre, exploitation concertée du phosphate sahraoui (la France étant, dans ce domaine, le premier client du Maroc, lequel est le premier producteur du monde après l'URSS et les USA depuis l'annexion de « sa » partie de Sahara...)

3^o Paris tient à bout de bras la Mauritanie de Moktar Ould Daddah, engagée au Sahara dans une affaire dont elle ne mesurait pas la gravité, et qui peut lui coûter jusqu'à son existence en tant qu'Etat (1). L'armée de cette ancienne colonie française, ne comptait que 2 500 hommes avant le conflit du Sahara ; il y en a maintenant 12 000, recrutés, équipés, formés (mal, très mal, c'est une des raisons des succès sahraouis) avec l'aide du ministère français de la Coopération. M. Galley, le ministre, a d'ailleurs effectué une tournée en Mauritanie quelques jours après l'attaque de Zouérate, et il a promis de développer d'urgence cette aide en armes et en instructeurs militaires (mais la marge entre ces derniers et les combattants sur le terrain est vite franchie : voir le Viêt-nam des « conseillers » US, ou — plus près de nous — les « nettoyages » au Tchad).

désert charmant

4^o Il y a toujours en Mauritanie une communauté importante d'expatriés français, notamment dans le secteur para-public (SOCOMINE). Il y avait à Zouérate, par exemple, 250 travailleurs français de toutes qualifications (soit, avec les familles, 700 personnes) : à qui fera-t-on croire que, dix-sept ans après l'accession du pays à l'indépendance, il n'a toujours pas été possible de former des chauffeurs de locomotives, des dessinateurs en géologie ou des conducteurs de chantiers mauritaniens ? On ne



Photo D.R.

s'est pas pressés, voilà tout. Parce que ces gens manquent de boulot en France, et que la vie dans le désert — pourvu que l'air conditionné, la piscine, le tennis, les « bonnes » et les « boys » pas chers, et les salaires bien gras soient là — ce n'est pas ce qu'on dit (pour les Européens en tout cas). Tant pis si la Mauritanie est en guerre, si le Polisario a prévenu maintes fois que, chassés de leur propre sol, les Sahraouis porteraient la guerre sur celui des usurpateurs, si le chef (français) de la sécurité à Zouérate avait été « démissionné » début 1976 pour avoir déclaré que la cité était « menacée ». On laissait aller, en accrochant les fusils de chasse au-dessus des glaciers. Et puis, dans la nuit, les mille (sic) soldats mauritaniens affectés à la « défense » de Zouérate se sont fait entuber ; et les otages français avec. N'est-il pas bien tard pour gémir ?

5^o Enfin, dans tout ce « mastic », il n'est pas superflu de se souvenir que la France n'est pas inconnue des Sahraouis, le type même d'hommes à avoir la mémoire longue : 1910, combats des guerriers de Cheikh Ma El

Aïnin contre une colonne française, venue au secours du roi du Maroc (le Cheikh luttait contre la pénétration française en Mauritanie et — devant le refus d'alliance du roi du Maroc — s'était retourné contre lui : on dirait que l'histoire se répète) ; 1912, nombreuses incursions françaises au Sahara, et destruction de la ville de Smara, important centre culturel, avec ses 5 000 « Livres sacrés », œuvre de la colonne du colonel Muret ; 1957, « opération Ecouvillon », dans le cadre de la coopération maroco-hispano-française, pour liquider les groupes de guerriers sahraouis venus renforcer l'armée de libération marocaine (nombreux morts ; pour ne rien dire des responsabilités présentes de la France dans le triangle Maroc, Sahara, Mauritanie...)

Philippe MARIELLE ■

(1) Le royaume chérifien a de très anciennes visées sur la Mauritanie qu'il n'a daigné reconnaître officiellement qu'en 1970, dix ans après son accession à l'indépendance.

la victoire du likoud en Israël

Face à la question de plus en plus brûlante de l'avenir de la Cisjordanie et de la reconnaissance du peuple palestinien et de ses droits, l'électorat israélien a choisi, en portant le Likoud au pouvoir, la politique de l'autruche.

Craignant la faiblesse du gouvernement précédent face à certaines pressions américaines, les Israéliens ont élu un gouvernement extrémiste dont le programme et la politique vont précisément accentuer ces pressions.

Le correspondant du *Monde* en Israël rapporte les propos d'un dirigeant du bloc de gauche (Maarakh) estimant que le Parti travailliste avait été vaincu par lui-même. Il est évident que la corruption, le népotisme et les scandales ont discrédité le parti au pouvoir depuis 29 ans. Sur les plans économique et social, la situation empirait autant en raison de la crise économique internationale que de la poursuite de la politique ruineuse d'armement.

Or cette politique d'armement était directement dictée par la politique arabe du gouvernement travailliste. C'est en dernière analyse cette politique qui est cause de l'échec des travaillistes et du succès du Likoud.

Depuis 1967, il s'agissait de maintenir à tout prix la suprématie militaire pour conserver l'ultime recours à la guerre. Face à la lente érosion du rapport de force au Proche-Orient comme sur le plan international, la tactique d'Israël consistait, surtout après 1973, à maintenir sa puissance militaire, tout en dialoguant avec Le Caire et Damas qui, pour leurs raisons propres — économiques, sociales, politiques — cherchaient à régler à leur profit, sans résoudre la question palestinienne, les séquelles du conflit arabo-israélien de 1967.

Damas, par exemple, entend limiter les conséquences sociales et politiques de la libération de la Cisjordanie en évitant la création d'un Etat palestinien indépendant. Le gouvernement américain, en laissant la Syrie intervenir au Liban a montré qu'il était en accord avec la nécessité d'affaiblir l'OLP avant d'envisager la poursuite du règlement.

entre Helsinki et Belgrade...

de notre envoyé spécial
Léo Goldberg

Du 6 au 12 mai, dans l'une des innombrables salles du Palais de la culture et de la science de Varsovie, monumental édifice néo-classique, surmonté d'une tour de 234 mètres de hauteur visible des quartiers les plus éloignés, que les Soviétiques ont (symboliquement ?) offert à leurs protégés polonais — se tient « l'assemblée mondiale des bâtisseurs de la paix ». Titre quelque peu redondant pour la conférence internationale réunie à l'initiative du Conseil mondial de la paix ; 2 000 délégués, représentent 125 pays, 50 organisations internationales et de nombreux partis et mouvements, font le bilan de l'application des accords d'Helsinki et de la situation dans les principaux foyers de tension dans le monde.

Les organisations communistes, ou proches des partis communistes, sont très fortement majoritaires. La délégation française fait exception, au moins parmi les représentants des pays développés. Sa composition témoigne d'un réel effort d'élargissement de la part du Mouvement de la paix français : délégués d'organisations chrétiennes indépendantes, représentants du comité français d'Amnesty international (alors que cette organisation n'est pas invitée en tant que telle), et même Radicaux de gauche (d'ailleurs parfaitement silencieux sur les questions cruciales) y côtoient la délégation du PCF, les deux représentants du PSU

et des membres du PS (figurant il est vrai sous une autre casquette que celle du PS).

L'enjeu réel de cette conférence ? L'Union soviétique entend essentiellement renforcer ses positions avant la réunion, à Belgrade, des représentants des 35 Etats signataires qui doivent faire le bilan de l'application de l'Acte final de la conférence d'Helsinki. Les Soviétiques risquent fort d'être mis en difficulté, à Belgrade, à propos du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, alors que précisément l'un de leurs objectifs, à Helsinki, était de faire reconnaître, par les pays capitalistes, un certain *statu quo* social et

politique en Europe. Effet boomerang ! C'est le contraire qui se produit, l'Amérique de Carter retournant l'Acte d'Helsinki contre les Soviétiques dans le cadre d'une intense campagne idéologique sur la question des droits de l'homme.

L'objectif des Soviétiques à Varsovie est donc d'obtenir, d'une assemblée aussi large que possible, une approbation aussi complète que faire se peut de l'ensemble de leur politique ; et d'obtenir plus précisément l'affirmation, par 2 000 délégués de tous les continents, que les droits de l'homme sont parfaitement respectés dans les pays socialistes et que la campagne menée dans les pays occidentaux est purement mensongère.

On imagine l'embarras — et parfois la fureur — des représentants des partis communistes des pays de l'Europe de l'Ouest et du Sud ; leur crédibilité est en jeu, par la force des choses, ils sont contraints de réagir. Ceci est particulièrement vrai pour le PCF, alors que l'union de la gauche a de fortes chances d'arriver au pouvoir, et qu'il subit de plein fouet la pression de l'opinion populaire sur la question des libertés politiques.

Avec le PSU, un certain courant

Il ne peut être évidemment question pour le PSU de cautionner les Soviétiques alors que la répression s'intensifie dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est. C'est pourquoi ses représentants défendent avec la plus grande netteté les droits politiques des opposants dans les pays socialistes : ils sont les seuls à évoquer la Tchécoslovaquie et à apporter, au nom des traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier, leur appui

public à l'action des promoteurs de la Charte 77. Ces déclarations ont un réel retentissement, et cristallisent même, d'une certaine façon, un « courant d'idées ». Dans la commission sur les droits de l'homme, un amendement, proposé par Bernard Ravenel, avec le soutien des représentants français à la commission, est repoussé, ce qui entraîne, lors du vote final, l'abstention des délégués français, italiens et belges. Enfin trois délégués français, auxquels s'est associé le PSU, émettent des réserves significatives lors du vote du texte final de l'assemblée.

le PCF prend ses distances

Quel bilan tirer de la conférence ? A s'en tenir aux textes, les Soviétiques obtiennent, en gros, gain de cause. Mais là n'est peut-être pas l'essentiel. Les déclarations — en privé — et les confidences de nombreux délégués — y compris des représentants de certains pays de l'Est — témoignent d'une lente mais significative maturation. On assiste surtout à un processus apparemment inéluctable de distanciation de certains partis communistes occidentaux, et singulièrement du PCF, par rapport à l'Union soviétique. Des pans entiers de la réalité sociale et politique des pays « socialistes » sont progressivement passés au crible, évalués d'un regard singulièrement non conformiste. Ce processus a sa logique, qui ne peut, à la longue, que retentir dans les structures mêmes des partis communistes.

De ce point de vue, la présence du PSU à Varsovie n'a pas été inutile.

L.G. ■

le Maarakh : faible et hésitant

Sous la pression des faits, le gouvernement israélien a été amené à reconnaître la nécessité de s'engager dans une politique de négociation et de recherche d'un règlement donc d'un compromis.

Mais incapable de montrer que la sécurité de la population d'Israël ne pouvait dépendre d'un simple rapport de force militaire, emprisonné dans la logique sioniste, acculé à progresser sous la pression extérieure des événements face à une partie de l'opinion, en Israël ou dans la diaspora, non préparée à des remises en cause importantes, le bloc Maarakh est apparu faible et hésitant. Il a donc été rejeté par la majorité de l'électorat israélien au profit du Likoud.

difficultés accrues avec le Likoud

Mais c'est tomber de Charybde en Scylla. Le Likoud va accentuer les effets de la crise sur la situation des travailleurs, limiter leur droit de grève, remettre en cause de nom-

breux acquis sociaux et susciter ainsi une émigration encore plus forte.

Les déclarations provocatrices de Begin sur la Cisjordanie, conformes d'ailleurs au programme annexionniste du Likoud, vont renforcer l'unité de lutte des populations et l'influence politique de l'OLP.

Elles indisposent également les USA qui entendent ménager leurs alliés réactionnaires arabes. Ces derniers ne peuvent guère s'engager plus avant dans la trahison du peuple palestinien et l'OLP peut, par contre-coup, voir sa position renforcée.

Enfin la diaspora se trouve d'autant

plus divisée que des tensions se créent entre Washington et Tel Aviv qui peut se trouver de plus en plus isolée.

Mais tout ceci est-il positif dans la lutte contre le sionisme, pour le peuple palestinien et la paix ? Les conséquences de l'arrivée au pouvoir du Likoud ne sont pas négligeables et peuvent très bien aller jusqu'à une nouvelle guerre qui ne peut désormais concerner le seul Proche-Orient.

Aujourd'hui plus que jamais se trouve posée en Israël la question essentielle que les Israéliens ont, en portant le Likoud au pouvoir, refusé d'affronter. La reconnaissance des droits du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création de son propre Etat indépendant en Cisjordanie et à Gaza sont la condition *sine qua non* de tout règlement et de toute paix au Proche-Orient.

C'est aussi la condition par laquelle tous les peuples de cette région, y compris le peuple israélien, peuvent coexister dans des frontières sûres et reconnues avant d'envisager toute formule de coopération ou de fédération.

Jean JULLIEN ■



AGIP

« ni plus ni moins qu'un droit de cuissage... »

T.S. : Marie Cardinal, vous êtes, parmi les écrivains, du nombre des privilégiés. Votre avant dernier livre, les mots pour le dire, a fait un gros tirage — 300 000 ex —, votre dernier né, Autrement dit, se porte très bien — 140 000 ex —, quelques mois à peine après sa parution. On vous retrouve pourtant aujourd'hui à la tête de la contestation. Qu'est-ce qui vous fait courir ?

Marie Cardinal : J'étais en 68 de l'Union des écrivains qui avait envahi le siège de la société des gens de let-

être pas beaucoup privée. Mais, à votre place, je craindrais de prêcher dans le désert. L'opinion la plus répandue c'est que, somme toute, l'écrivain est, sinon un nanti, du moins un privilégié.

M.C. : Les gens savent-ils vraiment ce qui se passe dans le milieu de l'édition ? Je vais prendre un exemple. Il y a deux ans à peu près, Jacques Thieuloy, que je considère comme un authentique écrivain, se voit mêlé à une histoire de sauce tomate qu'on avait jetée sur les Goncourt. Dans le même temps d'ailleurs

Curieux métier que celui d'écrivain. Curieux et mal connu. Pour le grand public en tout cas. Celui-ci imagine-t-il l'écrivain autrement que comme cette espèce d'homme (ou de femme) à part, en marge, voire marginal, tête-en-l'air et contemplatif, se livrant à cette alchimie étrange qu'on appelle l'écriture. En somme, tout le contraire de quelqu'un qui travaille. Tout concourt, à vrai dire, à fortifier cette image. L'activité d'abord : la « production littéraire ». Rien de commun avec ce que l'on entend habituellement par travail : horaires contraignants, chefs de services... L'idée qu'on s'en fait ensuite, largement véhiculée par une idéologie qui mythifie les « créateurs ». De « grands enfants » paumés dans leur solitude, sans

se produisent constamment. A la suite de quoi j'avais pris à l'époque fait et cause pour Thieuloy ; j'avais écrit un papier dans *Le Quotidien de Paris* pour dire que s'il existait un syndicat des écrivains des scandales pareils ne se produiraient pas. C'est ainsi qu'a été créé le SELF.

T.S. : Vous découvriez les vertus du syndicalisme, en somme. Ce dont on pourrait s'étonner c'est que vous les découvriez si tard.

M.C. : Ce n'est pas si simple. Il y a entre l'éditeur et l'auteur des rapports paternalistes. Les éditeurs ce sont nos papa, nos maris, nos amants, nos maîtresses, tout ce qu'on veut. C'est toujours des « ma chérie », des trucs comme ça. Pour ton anniversaire tu reçois toujours des fleurs... Et puis le métier d'écrivain nous voue à être solitaires. Il n'y a guère qu'avec notre éditeur qu'on puisse parler de nos manuscrits, de « merde, je me suis arrêtée, je n'y arrive plus en ce moment ». Même si c'est rien, c'est quand même des « ma chérie, pourquoi, mais non ; tu sais, c'était déjà

comme ça pour ton dernier livre... ». Qu'on le veuille ou non, avec eux, on peut parler de ça. Avec qui d'autres ? Avec personne. Ça emmerde les gens, ça. Et puis on est très seul pour écrire ; c'est terriblement angoissant. Ça vous occupe tout le temps. Je vous parle maintenant et je suis en train de me dire que j'ai pas fini ma page. C'est aussi une chance, notez-bien, parce que je ne m'ennuie jamais...

T.S. : Venons-en à l'essentiel. Que reprochez-vous aux éditeurs ?

M.C. : Toute notre profession est régie, comme d'ailleurs presque tous les créateurs, par la loi de 1957 qui est une loi à travers laquelle tous les usages peuvent passer. Cette loi autorise tous les excès. Le manuscrit d'un écrivain, par exemple, appartient durant toute sa vie à l'éditeur et cinquante ans après sa mort. Ce qui fait par exemple, qu'une femme comme Elisabeth Vaillant, qui a consacré absolument toute sa vie à son mari, aujourd'hui veuve comme vous le savez, peut vivre dans la misère, tout simplement parce que l'éditeur de son mari ne republie pas ses œuvres.



Marie Cardinal : « Nous voulons vivre de notre écriture ».

tres. C'était formidable ! On avait l'impression que quelque chose se passait. Et puis... tout est rentré dans l'ordre. Ce dont je me suis rendu compte à ce moment-là, c'est que ça ne marchait pas, parce qu'il n'y avait pas de « grands noms » à l'Union. Il n'y avait pas ce que l'on appelle, dans l'édition, « des tirages ». Les années ont passé. Je me suis mise à faire des tirages : je suis devenue « une grosse tireuse ». Il y a « les gros tireurs » et les « grosses tireuses ». Quand on a la chance d'être cela, on se rend compte que toutes les portes s'ouvrent devant vous. Quand on représente du pognon, on peut tout dire.

T.S. : Précisément, on vous reprocherait plutôt de ne vous en

on avait jeté un cocktail molotov chez Françoise Mallet-Joris. Je passe sur les détails, mais le tout a abouti à l'arrestation et à l'internement de Thieuloy. Quand il a été incarcéré — et puis pas des jours, des mois ! — j'ai trouvé ça insensé. La vérité, c'est que ce type avait été poussé à bout... Je vous ferai grâce des détails, mais par exemple, on lui avait enlevé dix pages de son dernier livre, sans même le prévenir ; on lui avait demandé de payer les corrections de ses épreuves. Si bien que, je crois, il avait eu 7 000 F de droits d'auteur et on lui avait pris 5 000 F de corrections d'épreuves. Il avait gagné 2 000 F dans l'année ! C'est monstrueux, non ? Et des choses comme celles-là

le SELF propose un

Les « usages » en vigueur dans le domaine de l'édition font tous références à la loi de 1957 ; et réciproquement. Précisément : là est la source des ambiguïtés. La loi de 1957, qui définit les rapports entre les auteurs et les éditeurs se proposait d'officialiser en quelque sorte les « usages » déjà anciens existant dans la profession ; notamment le contrat-type élaboré d'un commun accord par la Société des gens de lettres et le Syndicat national de l'édition en 1917. Or, les usages, si elle les officialise, la loi votée en 1957 ne les définit pas clairement ; ou en des termes tels (« il est acceptable... », « il est admis... », etc.) que bien des prérogatives dont jouissent les éditeurs s'exercent aux dépens des auteurs. Aussi, le SELF a-t-il élaboré un projet pour un « Code des usages ». Ce dernier est un inventaire de quelques-uns des points que le jeune syndicat soumet à une discussion dans le cadre de négociations avec le Syndicat de l'édition.

● Réception : l'éditeur remet à l'auteur un récépissé pour tout manuscrit déposé et soumis à son jugement.

● Réponse : Conformément à l'article 34 de la loi de 1957 relatif au droit de préférence de l'éditeur, le délai de trois mois laissé à celui-ci pour accepter ou refuser l'ouvrage s'applique à tous les manuscrits avant même la signature d'un contrat.

● Justification du refus : l'éditeur dit à l'auteur les véritables raisons de son refus. Ainsi, par exemple, la formule : « Votre manuscrit n'est pas sans intérêt mais n'entre pas dans le cadre de nos collections », est inadmissible. Le compte rendu de lecture est soumis à l'auteur sur sa demande. Il doit exister une effective direction littéraire chez l'éditeur.

● Commande : en cas de commande d'ouvrage par un éditeur et de règlement forfaitaire pour la première édition, il est précisé qu'un nouveau règlement sera négocié à chaque réimpression.

● Edition originale en format de poche : toute œuvre publiée directement en format de poche fait l'objet d'une rémunération analogue à celle d'une œuvre originale publiée en collection normale.

● A-valoir : en cas de refus d'un ouvrage ayant fait l'objet d'un à-valoir, ledit à-valoir est acquis mais ne peut en aucun cas être reporté sur les œuvres futures à l'auteur.

● Modifications : l'auteur est seul juge des modifications apportées à son texte.

● Fabrication : les auteurs doivent apprendre à suivre la fabrication de leur livre. Choix de caractères, choix de corps, principes de mises en page ; c'est aussi aux auteurs d'être conscients de la mise en forme de leurs livres. L'éditeur a avantage à ce que l'auteur participe à tous les stades de la fabrication du livre, notamment la mise en forme du manuscrit avant son envoi à la composition.

Cardinal : rien ne va plus...

attaches réelles avec la société, exilés dans un monde où des phantasmes pirates les vouent à tout jamais à leur propre enfer. Le « poète maudit », on connaît. Alors, privilégié l'écrivain ? *Tribune socialiste* a rencontré Marie Cardinal, écrivain, présidente du Syndicat des écrivains de langue française (SELF). Elle raconte... le jeune syndicat — un an d'existence —, tente de modifier les rapports qui lient les écrivains aux éditeurs. Le jeune syndicat a tenté, à plusieurs reprises, d'entamer avec le Syndicat national de l'édition, présidé par M. Chotard, vice-président du CNPF, de discuter afin de mettre fin à un certain nombre d'abus. Un nouveau contrat-type s'impose... on comprendra pourquoi. □

Et elle ne peut absolument rien faire. C'est la première clause qui vous lie aux éditeurs.

Une autre clause prévoit que lorsque nous signons un contrat, nous le signons pour le manuscrit que nous venons de donner plus cinq autres : en fait six livres. Bien sûr, on peut théoriquement choisir entre cette formule et cinq ans ; mais les éditeurs ne vous proposent jamais cinq ans. Moi, je ne l'ai appris que lorsque j'ai eu le texte de loi sous les yeux. Et j'écris pourtant depuis dix-sept ans. C'est devenu un usage : on vous propose ce que l'on appelle « cinq plus un ». Pendant toute cette période, on est complètement en prison chez son éditeur. Il vous conserve dans ses tiroirs, ou dans un coffre, et il attend que vous fassiez un roman pour le Goncourt ; et, en attendant que vous soyez « Goncourable » — si vous le devenez —, il ne s'intéresse que fort peu à vous. De toute façon, il n'a aucun mal à se donner puisqu'il sait que votre prochain livre, il l'aura.

Une autre clause c'est celle qui concerne les droits d'auteurs. Nous ne touchons que 10 % du prix du livre

en moyenne, alors que le distributeur a 57 % et l'éditeur 33 %. Ajoutez à cela ce qui s'appelle « la passe » qui est, comme je l'ai dit récemment à M. Chotard, lors d'un débat à la Foire du livre à Nice — M. Chotard qui tentait d'expliquer laborieusement ce que c'était —, qui est, ni plus ni moins, qu'un « droit de cuisson ». Nous sommes le seul pays au monde qui ait une clause aussi infamante, qui fait que l'éditeur nous prend 10 % de ce que nous gagnons. Ça s'appelle « la passe »... C'est bien nommé d'ailleurs, en plus.

T.S. : Soit. Mais prenons, si vous le voulez bien, le problème de « la passe »... historiquement. Au XIX^e siècle, période où cet usage voit le jour, il se justifiait, dans la mesure où l'éditeur à l'époque prenait des risques réels au plan financier.

M.C. : Tout à fait d'accord. Au siècle dernier, effectivement, l'éditeur payait l'auteur en fonction du tirage. Mais aujourd'hui vous êtes payé en fonction des ventes. J'ajoute que de nos jours un éditeur, avec ce qu'il



Yvon Chotard : préserver les prérogatives des éditeurs.

recupère avec la seule « passe » d'un gros tirage, compense tous les « bides » de l'année. Les éditeurs tentent de se justifier en évoquant les exemplaires défectueux ainsi que le treizième exemplaire offert gratuitement aux libraires, chaque fois que ces derniers passent une commande ferme de douze exemplaires, ce qui est, très exactement, ce à quoi correspond « la passe ». Mais pourquoi voulez-vous que nous, qui sommes les créateurs — on a quand même trop tendance à l'oublier —, payons finalement ce qui relève du seul commerce ? Cela concerne les éditeurs, pas nous.

J'ajoute, par ailleurs, que ce que l'on appelle les « droits annexes » ne nous satisfait pas non plus. Les « droits annexes » concernent toutes les ventes à l'étranger, sous forme de traductions, les éditions publiées par les clubs (ventes par correspondance), les éditions de poche, le cinéma, la radio, la télé. Dans tous ces cas, l'éditeur prend au passage 50 % de tout ce que vous gagnez. Je prends un exemple. L'année dernière, Annie Girardot, qui avait beaucoup aimé mon livre *La clé sur la porte*, me téléphone pour me faire part de son intention d'en faire son prochain film. On prend rendez-vous, on bavarde — on ne se connaissait pas —, et puis nous allons voir mon éditeur. Que croyez-vous qu'il se soit passé ? Les droits s'élevaient à 80 000 F ; eh bien, mon éditeur a pris 40 000 F et moi 40 000 F. Comme ça. C'est tout.

Prenez le « livre de poche ». Hormis quelques exceptions, les éditions de poche ne publient que des *best sellers*. Vous n'avez pas à vous adresser au « livre de poche » pour qu'il vous publie. Si vous dépassez un certain tirage, vous sortirez automatiquement en poche. Dans ce cas aussi votre éditeur prélève 50 % des droits. Comme les droits en poche se situent entre 5 et 7 % du prix de l'exemplaire, vous percevez, par conséquent, entre 2,5 et 3,5 %. Enfin, autre grief que nous faisons au type de contrat léonin que nous présentent les éditeurs : c'est ce que l'on appelle la clause du « pilon ». Quand un éditeur n'arrive plus à vendre un livre, pour ne pas encombrer ses stocks, au bout de

trois ans, il le vend au prix du papier à quelqu'un qui en fait de la pâte à papier. Pour ma part, j'ai déjà deux livres pilonnés. Evidemment, maintenant, ils valent du fric parce que, entre temps, je suis devenue « célèbre », comme on dit. Mais pourquoi ne serait-il pas possible de distribuer ces livres achetés au prix du papier — que peut-être des lecteurs à qui ils étaient inaccessibles découvriraient —, dans des bibliothèques publiques, dans des comités d'entreprises, dans des foyers du troisième âge, etc. ? Ce serait tout de même moins infamant, non ?

T.S. : M. Chotard vous objecterait qu'une telle distribution gratuite, ou semi-gratuite, ne présente aucune garantie que les livres soient lus ; que, par ailleurs, il faudrait assumer les coûts d'une telle distribution.

M.C. : Si vous voulez dire qu'on n'est jamais sûr que le public lira vos ouvrages, je suis d'accord. Encore faudrait-il d'abord donner aux gens les moyens d'y accéder. On verra bien le résultat après. Mais commençons par le commencement. Il existe des bibliothèques, à Nantes par exemple (1), d'œuvres non diffusées. Je puis vous assurer qu'elles connaissent un certain succès.

Quant à la distribution des livres voués au pilon, c'est à l'Etat de prendre le problème en charge. Peut-être même aux entreprises, ce qui ne serait pas d'un coût énorme.

T.S. : Résumons-nous, Marie Cardinal. Que souhaite le SELF, au juste ?

M.C. : Rien d'autre que ceci : que les écrivains puissent vivre de leur écriture. Notre syndicat, sur tous les points que je viens d'évoquer, plus quelques autres, a fait un certain nombre de propositions dont l'inventaire figure dans le « Code des usages » que nous avons élaboré (2).

Propos recueillis par José SANCHEZ ■

(1) Bibliothèque d'œuvres non diffusées, 8, rue Jean-Jaurès, 44000 Nantes. Il s'agit d'œuvres d'auteurs ne pouvant ou ne voulant pas être édités.

(2) Voir notre encadré ci-contre.

« code des usages »

● **Bon à tirer :** les auteurs doivent, en référence au point précédent, ne plus considérer le bon à tirer comme une simple formalité, mais une prise en charge de la réalité physique de leur livre.

● **Prière d'insérer et bande :** les textes de la bande, de la quatrième de couverture, et du prière d'insérer sont rédigés par l'auteur ou soumis à son approbation.

● **Intelligence du service de presse :** le service de presse n'est plus systématique. Il est réduit et ne sert plus de prétexte à la passe. L'auteur sait à qui ont été attribués les exemplaires de son livre qu'il n'a pas signés. La « cible critique » est pensée pour chaque ouvrage, en fonction de l'ouvrage, par l'attaché de presse avec un maximum de présence de l'auteur, de la manière la plus économique et efficace.

● **Promotion du métier d'attaché de presse :** il est nécessaire de définir, de promouvoir et de codifier le métier d'attaché de presse.

● **Obligation commerciale de l'éditeur :**

— Publicité :

a) Lors de la signature du contrat, un état annexe définit non seulement la présentation de l'ouvrage mais les modalités qualifiées et quantifiées de l'investissement publicitaire (PLV, affiches, presse, etc.) ;

b) L'éditeur pour chaque ouvrage envoie des argumentaires publicitaires aux libraires ;

c) L'éditeur assure la promotion des contacts entre auteurs et représentants, et entre auteurs et libraires.

d) L'éditeur assure la promotion des contacts entre auteurs et représentants, et entre auteurs et libraires.

II. — L'éditeur informe l'auteur du nombre de livres notés avant la sortie, du nombre de livres mis en place d'office, et du nombre de réassorti-

ments (rassorts) et de retours. Ces informations sont automatiques.

III. — Désir de vendre :

a) L'éditeur informe ses représentants et les libraires de tout événement important dans la presse écrite et parlée concernant l'ouvrage. Une coordination est établie entre l'attaché de presse et la direction commerciale ;

b) Respect absolu de l'article 57 de la loi du 11 mars 1957 définissant l'obligation pour l'éditeur d'assurer une « exploitation permanente suivie et une diffusion commerciale » conformément à certains « usages de la profession ». Définition contradictoire de ces usages : auteurs et éditeurs doivent les définir ensemble.

● **Les comptes :** Ils sont automatiques. L'auteur ne doit plus avoir à « demander ».

● **Pilon :** Au bout de deux ans de solde, s'il reste encore des exemplaires en stock, le contrat se trouve résilié de plein droit. Mais, sauf avis contraire de l'auteur, l'éditeur ne pourra pas procéder à la destruction du stock. Celui-ci est remis à un établissement public, qui assure sa distribution auprès de bibliothèques publiques ou des institutions à caractère social.

● **Droits annexes :** Ces projets de Code des usages et de contrat-type émanent d'un syndicat des écrivains qui souhaite que, dans la concertation avec les éditeurs, soient également présents les illustrateurs, scénaristes, rewriters et traducteurs.

● **Agents littéraires :** Les éditeurs ayant démontré dans les faits qu'ils n'ont ni les moyens ni les connaissances pour porter à leur développement maximum l'exploitation des droits annexes, promotion de la profession d'agent littéraire qui n'existe à peu près pas en France. Cette profession ne se confond pas avec celle d'éditeur. ■

les armes de la critique

festival de Cannes la différence interdite

de notre envoyée spéciale Fabian Gastellier

Le 30^e festival de Cannes ressemble à un enfant un peu trop sage, un peu trop poli, un peu trop bien élevé. Il lui manque le « grain de folie » qui, jadis, avait fait ses grandes heures. Ce délire nécessaire, Cannes 77 ne l'aura connu que l'espace d'une soirée, lors de la présentation à un public enfariné du *Camion* de Marguerite Duras. Bataille d'Hernani : agressivité des détracteurs, contre applaudissements des inconditionnels : « Sans ces réactions négatives, a confié Duras, mon film ne serait pas ce qu'il est. C'est plutôt rassurant pour moi. »

Le Camion, Les Orphelins : deux phares dans ce début de festival légèrement monotone. On pouvait craindre que plus rien ne vienne réveiller le public anéanti par le calme du festival ; c'était se tromper : en deux jours, trois films passionnants dont deux nous viennent d'Italie.

la différence culturelle

Claude Goretta, d'abord, avec sa *Dentellière* qui représente la Suisse. Agréable surprise, car l'adaptation que Goretta a tiré d'un roman assez fade et tristement déliquescents évite tous les pièges de la Love Story à l'eau de rose. Pomme est apprentie dans un salon de coiffure. Silencieuse, discrète, effacée, elle est encore une enfant lorsqu'elle rencontre François, l'étudiant cultivé qui décide de vivre avec elle. Mais leur vie à deux est impossible. La « barrière » culturelle et sociale est infranchissable et, si Pomme a beaucoup à donner d'elle-même, François ne l'accepte pas telle qu'elle est. En la reniant, en lui brisant son identité, il la jette sur le chemin de la folie. *La dentellière*, c'est l'analyse impitoyable d'une « différence » : celle du langage. François a les moyens de parler ; Pomme ne les a pas. Il pontifie facilement ; elle n'a qu'à se taire, bloquée dans ce pénible sentiment d'infériorité qui lui est imposé par les autres. Isabelle Huppert est cette Dentellière. Avec son visage désolé et son regard perdu, elle a bouleversé la salle. Avec cette façon d'être de trop dans la société, elle impose un immense talent qui mériterait le prix d'interprétation.

La notion de culture est également au centre du film de Paolo et Vittorio Taviani : *Padre Padrone* ; mais, cette fois-ci, la culture devient une arme. L'Histoire racontée par les Taviani est tirée d'un roman de Gavino Ledda où l'écrivain expliquait sa propre révolte : celle d'un berger sarde analphabète devenu, contre la volonté de son père, un brillant linguiste.

Gavino est obligé de quitter l'école pour aller garder les moutons. Contre son gré, il apprend la nature, la solitude. Devenu adulte, il se rend compte du néant où son père l'a plongé et cherche à s'en sortir : la musique (un accordéon qu'il achète

en transgressant pour la première fois les lois du chef de la famille) lui sert de première étape vers la « connaissance ». La communication, qu'il découvre par l'intermédiaire des mots de la langue italienne dont il se saoule littéralement, lui servira à briser le pouvoir du père, *pater familias* tout autant que patron (Padre Padrone).

Reste que le style emphatique des Taviani nuit un peu à leur démonstration, qui verse dans le didactique.

les exclus de l'Histoire

Délicatesse, finesse et douceur avec *Une journée particulière*, d'Ettore Scola.

Cette journée, c'est le 8 mai 1938. L'Italie est en liesse : Hitler rend visite à Mussolini. Plans d'actualités et musique militaire : Ettore Scola plante son décor ; il y a la grande Histoire : celle des défilés et des parades ; et la petite : celle de cette femme du peuple que les travaux



Photo D.R.

ménagers ont tenue éloignée du grand rassemblement de la Via dei Fori Imperiali. Dehors, la radio explose d'applaudissements et le commentateur orchestre le tout par une savante propagande fasciste. Du danger des media... Antonietta est par excellence la victime du fascisme : réduite au néant par les théories du Duce, elle est la génitrice fidèle au mari, à la maison et au chef de l'Etat-maître incontesté des cerveaux et des corps.

Près d'elle, dans la grande HLM, un homme. Le seul qui ne soit pas parti au défilé. En cette journée « historique », il fait ses valises. Parce qu'ho-

mosexuel, il a été licencié de son travail ; parce qu'homosexuel, il est l'insulte suprême au mythe absurde de la virilité fascisante ; parce qu'homosexuel, enfin, il est menacé de déportation et le sait. Sa rencontre avec Antonietta, c'est la communion accidentelle de deux destins semblables. Une fois séparés, elle redevient la proie du mari et des six enfants, et il se rend aux policiers venus l'arrêter. Ettore Scola a su éviter tous les pièges de la « brève rencontre » larmoyante pour mettre l'accent sur l'essentiel : le fascisme en tant que mécanique infernale qui broie tout ce qu'il ne s'asservit pas. ■

L'Aquarium

● Sous ce titre, le Palais des Arts (1), une ancienne salle de spectacle remise en activité, propose, conjointement à l'Association pour le maintien et le développement de la culture chilienne, un mois de manifestations artistiques diverses : théâtre, musique, chansons, danses, marionnettes, cinéma. Mme Allende, qui présidait la conférence de presse destinée à annoncer l'initiative, ainsi que les autres orateurs chiliens, soulignaient son importance pour lutter contre la loi du silence que veut imposer la terreur fasciste. La plupart des artistes, que ce soit en musique, en danse ou au théâtre, qu'ils viennent d'Amérique latine ou se soient formés en exil, cherchent à maintenir vivante une culture qu'on tente de baillonner, en se rattachant à la culture traditionnelle et populaire. Par exemple, l'excellent guitariste classique Edmundo Vasquez interprète aussi des compositions personnelles qui utilisent des rythmes traditionnels mapuchos. L'argentin Martin-Saint-Pierre, prodigieux percussionniste, veut redonner sa place à la

musique noire d'Amérique latine. Sans doute, tous les spectacles ne sont-ils pas de la même valeur ; certains groupes formés en France sortent à peine de l'amateurisme, mais ils valent tous la peine d'être soutenus. Dans les couloirs, on pourra voir exposées de petites tapisseries, faites de bouts de tissus de toutes les couleurs, œuvres de femmes de Santiago, dont les maris ont été tués ou emprisonnés et qui ont ainsi, d'une manière spontanée, inventé un langage sans paroles pour raconter leur vie quotidienne au Chili aujourd'hui.

Evelyn ERTEL ■

Chili, espoir

● Ne donnant plus à la Cartoucherie que trois représentations en week-end, nécessaires pour garantir les salaires de la troupe, le Théâtre de L'Aquarium profite des débuts de semaine pour se produire bénévolement dans des entreprises occupées. Il est particulièrement intéressant et émouvant de voir son spectacle : *La Jeune lune...* dans les lieux mêmes

(1) 325, rue St-Martin.

qui l'ont, pour ainsi dire, engendré. On se souvient qu'il avait été créé à partir des « enquêtes » menées dans quatre entreprises occupées : CIP, IMRO, REO et LIP, par la troupe divisée en quatre équipes qui, pendant deux ou trois semaines, avaient partagé la vie et la lutte des travailleurs (deux comédiens avaient ainsi été arrêtés par la police en même temps que des travailleurs de LIP, au cours d'un bombage nocturne, tel que celui évoqué dans le spectacle). Il était juste que L'Aquarium rendit aux travailleurs le bien que ceux-ci lui avaient en quelque sorte confié. Les « Lip » avouent qu'ils auraient été profondément déçus s'il n'en avait pas été ainsi. Dans le réfectoire de l'usine, transformé sommairement en salle de théâtre, certaines répliques prenaient une force de réalité plus saisissante. Et les réactions du public ont démontré la justesse, l'efficacité du spectacle, ainsi que sa grande lisibilité pour un public populaire. On pourra voir encore — ou revoir — ce remarquable travail à la fête du PSU.

E. E. ■

points de vue

Une semaine de télévision... Pour un peu, vous iriez jusqu'à dire que vous ne connaissez pas, que vous ne regardez pas : à peine quelques informations, un film en passant, un débat qu'il faut avoir suivi... La télé : à d'autres ! Vous, nous, on bosse, on milite, on se dépense sur tous les fronts ; et puis, on sait aussi les joies de l'amitié, de l'amour, voire de la famille — le « droit à la paresse », on serait plutôt pour ! Alors, la télé !!!...

Bon. Là où le propos change, c'est quand vous vous retrouvez un mardi soir, vers minuit, à devoir torcher un papier (« Les armes de la critique », comme on dit) : le vide, le néant, pas un souvenir, pas une image. Alors, on prend son « programme » (plutôt *Télérama* que *Télé 7 jours*) et, avec son petit crayon, on coche, on fait le compte de ce qu'on a regardé : ça peut donner ceci :

● Mercredi 18, *Cartes sur table* sur l'A2. Avec un Georges Marchais en grande forme. Les thèmes débattus ? On ne sait plus trop : la révision du Programme commun, les ministères envisagés, les rapports avec le PS... Une chose sûre : « Il a gagné ! » ; même qu'Elkabbach s'est ramassé plus souvent qu'à son tour. Ensuite : « *Capitaines et rois* », une série américaine qui en est à son sixième épisode sans qu'on en sache rien. Enfin, du jazz avec J.-C. Averty : le « Heritage hall jazz band », du pas connu, mais du bon. Total de la soirée, si on compte les journaux du début et de la fin : trois heures trente.

● Jeudi 19, sur l'A 2 toujours, un film de Michel Audiard : *Elle boit pas, elle fume pas, etc., mais elle cause*. Girardot fourvoyée, Blier plus vrai que nature : médiocre, graveleux, putrescent... N'empêche : comme tout un chacun, on reste jusqu'à la fin. Et toc, deux heures dans la vue.

● Vendredi 20 : on démarre sur TF1, où le théâtre de Metz donne *Le Barbier de Séville* de Rossini. Juste le temps de fredonner en bonne compagnie l'air de la calomnie, et l'on attrape l'A 2 pour *Apostrophes*. Au menu : Jean Daniel, Patrick Modiano et surtout Jean Piaget. Un monsieur qui tête tranquillement sa pipe, sait écouter, parle parfois avec toute la désinvolture et l'autorité que lui permettent ses 80 ans (et quelques bougies...) Il a passé sa vie, en dehors de toutes les académies, à étudier comment, par quelles phases, quel processus l'intelligence vient aux enfants. C'est-à-dire comment se forme et se développe l'esprit humain ; quels sont, tout simplement, les chemins de la connaissance, au travers de toutes les contingences, les influences, les milieux. L'essentiel, quoi. Il est invité pour un livre de Jean-Claude Bringuier : *Conversations libres avec J. Piaget*, chez Laffont.

Et puis, on termine par le Ciné-club : *La femme sur la lune*, de Fritz Lang. Un film d'« anticipation », de

1928 qu'il nous est donné de voir après la réalisation de ce qu'il décrit. Passionnant. Incidemment, onserend compte qu'Hergé y a tout pompé, jusqu'au professeur Tournesol et à l'infâme traître. Voilà qui nous emmène jusqu'à 1 h 30 du matin. Ce qui fait donc cinq heures trente dans son fauteuil, en comptant les allées et venues et les apartés domestiques...

● Samedi 21, « Juju », c'est pas mal non plus. Numéro un consacré à Julien Clerc. Ça se présente comme de la chansonnette et, pour peu qu'on y fasse attention, c'est aussi de la musique et de la poésie quotidienne. Avec lui, Maxime Le Forestier, Diane Dufresne, la troupe du Splendid. Il paraît que ça marche bien ; tant mieux : on en redemande. Heureusement, on n'a pas que des artistes maudits parmi les amis... Une petite heure trente au compteur.

● Dimanche « notre » film sur la première chaîne : *Les Tontons flingueurs*. Du Lautner, mais du meilleur : à vrai dire, son seul bon film. Parodie réussie de série noire. Avec Francis Blanche, en notaire pointilleux et marron : avec Blier en tête à claques et qui en reçoit (le pied!) ; avec Lefebvre en malfrat tremblotant et Ventura en dur qui sous-des-dehors-un-peu-frustrés-cache-une-sensibilité-de-vraie-jeune-fille... Bref, du folklore bien de chez nous. On a ri : faut dire que Lautner n'avait pas encore rencontré Mireille Darc.

Ensuite, autre « tonton flingueur », Nixon, Dicky-le-Tricheur, dans le second épisode de ses confessions. Fascinant d'aplomb, de suffisance, de conscience de son rôle historique avec juste ce qu'il faut d'amertume, de vaillance désabusée pour supporter l'ingratitude universelle : « Moi et Mao », « Moi et De Gaulle », « Moi et Khrouchtchev »... une vraie bête de télé ! Le tout pour trois heures trente.

Au bout du compte, pour une semaine somme toute assez « creuse », quelque chose comme vingt heures passées devant son petit écran. La moyenne française dépasserait plutôt la trentaine... Ça fait beaucoup. On aurait envie de tout arrêter, de réfléchir et ça ne serait peut-être pas triste. Même par Gicquel, Elkabbach, clerc, Nixon, Ventura interposés, on finit par penser qu'on vit sa vie par procuration. Son ciné, autant se le faire pour soi, avec quelques-unes et quelques-uns, et sans caméra.

Cela dit, et vous ? La télé, combien au chrono ?

René LANARCHE ■

les mots croisés de TS

Horizontalement :

I. Préconisent l'austérité I II. Entre l'URSS et la Chine, mais si I — Fait du tort. III. Ce qu'une bourrique supporte difficilement. IV. Plutôt raide I — Terme de jeu. V. Il en eût des transports I — Négation. VI. De droite à gauche : manque provisoire de peau I — Sillonné par un Tigre. VII. Filtre — Concluait une démonstration. VIII. Ouvre bien des horizons — Phonétiquement : prénom — Gaspillé par Decaux. IX. Ne donnent pas dans le détail. X. Une Normande — Accrochent.

Solution du n° 25

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	A	L	P	E	R	I	S	E	S
II	A	R	R	E	T	E	N	A		
III	L	I	E	R	R	E	S	T		
IV	L	A	S	S	E	S	P	O	T	
V	I	S	O	I	P	E	U	R		
VI	A	A	N	N	I	E	R	E		
VII	T	R	E	N	T	A	I	N	E	S
VIII	L	O	D	E	S	N	I	E	S	
IX	F	I	E	L	P	E	N	S	E	
X	S	S	S	I	S	S	I	S		

Problème n° 26

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Verticalement :

1. Dorment après s'être remplies. 2. Grecque renversée — Tête de morue — Le premier. 3. N'y touchez plus, elles sont brisées I — C'est la règle. 4. Lettres de *Tribune* — Choisi — Parcours. 5. Pour Hannibal, l'affaire était dans le lac I6. Présente — Merde à Vauban I peut-on y chanter. 7. Le V6 en est une — Leurs fins ont de drôles d'odeurs, n'est-ce pas Giscard ? 8. Elles sont donc là — Un limon venu en coup de vent. 9. Préposition — Un berceau pour Chirac (sigle). 10. Tout ce qu'il y a de tendres entre Giscard et Chirac... I

sélection Radio-TV

Vendredi 27 avril à 21 h 30 sur Antenne 2 : *Apostrophes* « Les nouveaux philosophes » sont-ils de droite ou de gauche.

Samedi 28 mai de 14 h à 16 h 20 sur France-Culture : Josip Broz dit Tito. L'unité nationale de la Yougoslavie se cristallise autour de la personnalité de Tito. Le 25 mai 1977, Tito a eu 85 ans. Que sera la Yougoslavie après Tito. Stane Dolancs, secrétaire de la ligue des communistes de Yougoslavie interviewé dans l'émission, affirme : « ... Après Tito il ne peut y avoir que Tito, parce qu'en disant Tito nous disons paix, autogestion, non alignement et vie meilleure.

A 20 h 35 sur Antenne 2 : *Ciné Romance* (RTB). Une vendeuse dans un grand magasin s'évade dans la lecture de romans-photos.

Dimanche 29 mai à 17 h sur TF1 : film, *Harvey* de Henry Voster.

A 20 h 30 sur FR3 : *L'Homme en question*, Edgar Morin.

Lundi 30 mai à 20 h sur France-Culture : *Le sire paresseux*, d'après une légende bretonne.

A 20 h 30 sur TF1 : film, *Fric-Frac* suivi à 22 h 15 d'un hommage à Michel Simon.

A 21 h 50 sur Antenne 2 : *La saga des Français*. « Fiche de vœux » de Michel del Costello. Cette série interrompue depuis l'éclatement de l'ORTF reprend enfin. A travers deux couples types, la description des conditions de travail des employés des P et T : les jeunes ressentent un mal de vivre plus évident que les plus anciens, résistent à l'aliénation et dénoncent la société qui impose ce monde étouffant.

Mardi 31 mai à 14 h sur Antenne 2 : *Consommateurs, consommatrices*. Les cibles désignées du marketing.

A 15 h 24 sur TF1 : les femmes qui font du cinéma avec Yannick Bellon, Nina Companez et Nadine Trintignant.

A 20 h 35 sur Antenne 2 : Les dossiers de l'écran, *Sacco et Vanzetti*. Thème du débat : les luttes sociales aux USA en 1920.

A 21 h 30 sur TF1 : La réforme de l'Education nationale (n° 3). L'enseignement technique.

MERCREDI 1^{er} juin à 17 h sur TF1 : *RADIOSCOPIE* : VICTOR LEDUC.

Jeudi 2 juin à 20 h sur France-Culture : *La passion selon P.P.P.* de René Kalisky. Récit à plusieurs voix sur la mort de Pier Paolo Pasolini.

A 22 h 30 sur Antenne 2 : *Car-rara*, une production de l'INA. Portrait d'un homme libre et « diffé-rent ».

Vendredi 3 juin de 20 h à 21 h 30 : L'humour au pied de la potence ou l'humour noir de l'Allemagne du traité de Versailles... A 20 h 30 sur FR3 : *Vendredi* : l'assurance auto : « à vos risques et périls ».

A 22 h 52 sur Antenne 2 : Ciné-club *Les petites marguerites* de Vera Chytilova. ■

21 ans, obligée de travailler pendant les vacances de Pâques afin d'avoir de quoi terminer le mois, un emploi dans un grand magasin. Pourquoi pas ? J'ai essayé. Et compris de ces « petits riens » qui vous amènent un jour à vous engager. (Enfin, parfois. Je ne suis pas militante).

Un rayon de grand magasin, c'est un étalage plus une ou plusieurs vendeuses. La vendeuse devient un élément du mobilier. Et pourtant cette vendeuse que l'on a trop vite tendance à assimiler aux produits qu'elle doit mettre en valeur, maquillée et habillée pour la circonstance, est un être humain. Elle est une femme avant d'être un saucisson, une chaussette, une brosse à cheveux, un ticket de caisse... Elle est une femme, mais s'en souvient-elle ?

Le matin, huit heures trente. C'est l'arrivée au travail. Elle passe devant celui qui doit savoir qu'elle est bien là. Elle, c'est qui ? Elle, c'est quoi ? Elle, c'est le numéro 135 697. Bien vite elle oublie qui elle est, sa famille, ses amis, sa maison. Elle ne pense plus qu'à une chose : à la petite sonnerie qui annoncera la fin d'une journée sans couleur, sans relief, sans intérêt. Mais avant de sortir, ne faisant plus la différence entre soleil et lumière de néons, elle va vendre. Et quoi qu'il arrive.

Le client qui passe n'est pas toujours là pour acheter. Elle, elle n'est là que pour faire acheter. C'est un jeu dangereux, auquel on se prend malgré soi et, ainsi, le temps passe plus vite. Est-ce une façon de s'intéresser à son travail ? Non. C'est un réflexe. On vend, vend, vend et, pendant ce temps, on pense à l'heure du déjeuner, au quart d'heure de détente autorisé sur les huit heures de travail, à l'heure de la sortie.

L'heure de la sortie, ce n'est pas le meilleur moment de la journée ; c'est le seul moment de la journée. Le moment où l'on croit enfin s'échapper... On écoute Guy Lux, on dormira. Mais le grand magasin vous poursuivra toute la nuit. Toute la journée qui est derrière apparaît comme un immense trou dont rien ne ressort. Le dialogue entamé avec les clients est invariable :

— Quelles chaussettes ? quelle couleur ? Quelle taille ? Quelles rayures ? Je vous assure qu'elles sont très bien, elles vous vont très bien au teint... Chères ? Mais non, allez voir ailleurs et vous vous apercevrez que ce n'est pas meilleur marché... »

Et la vendeuse arrive à persuader de l'exactitude de ses propos. Elle sert les intérêts du magasin ou bien craque. Il n'y a pas de troisième issue. A moins de se laisser prendre au point de ne plus désirer qu'une seule chose : devenir, soi aussi, la personne qui achète. Chaque nouveauté devient objet de convoitise. C'est le point de non retour.

Clarisse DOLFUS ■

n'achetons pas, vivons

...Le capital a sans cesse besoin de s'étendre comme une plante vénéneuse qui fait crever les roses rouges qui l'entourent, car elles sont belles. La prostitution a été généralisée et standardisée : aujourd'hui on ne vend pas que des femmes ; on vend des gosses, des vieux, des chats, des chiens. Sur les images colorées du fric qui envahissent nos villes puantes, pour en cacher la laideur, on vend des êtres humains...

La publicité est un cancer, une tumeur maligne car elle s'infiltré partout, jusque dans notre tréfonds. Prenons garde au cancer de l'inconscient. Il faut abolir la *gyluxisation* qui nous fait chanter sans que nous le voulions des tubes en béton cons et sans fond. Il faut apprendre à créer ce que nous chantons. Fermons nos postes de radio, instruments de la

propagande mercantiliste. N'achetons plus dans les minus-marchés, temples du Kapitalisme, triomphe de la méliocrité imposée aux masses-moutons conditionnées. Les femmes et les hommes d'aujourd'hui sont des électrons qui gravitent autour d'un noyau : le Fric. Il faut refuser de n'être qu'un *homo productibus* ou un *homo consummatibus*. N'achetons plus. Vivons.

Jean-Gabriel EVRARD ■

force de frappe ou dénucléarisation et défense populaire ?

Je crois que la prise de position du PCF sur la force de frappe (...) offre une occasion inespérée au PSU de prouver la justesse de position en matière de défense. En effet le PCF

adopte, dit-il, la théorie de la dissuasion nucléaire *mais* avec quelques correctifs qui la rendent dérisoire :

— correctif économique : pas d'augmentation du budget militaire ; mais on maintiendra la force de frappe et on réalisera les projets en cours (en particulier le 6^e sous-marin nucléaire lanceur d'engins). Ceci est incompatible avec la modernisation des armements classiques et (...) avec la satisfaction des revendications quantitatives des appelés et des engagés.

— Correctif politique : la France ne dépendrait plus du réseau de détection de l'OTAN ; on construira des avions radars de surveillance utilisés en cas de crise (?) et surtout des satellites d'observation. Comment cela est-il compatible avec volonté de ne pas augmenter le budget ? Mystère.

— Correctif humanitaire : « sera abandonnée l'actuelle stratégie « anti-cités » qui équivaut à prendre les populations des grandes villes comme otages nucléaires. » Malheureusement seules ces grandes villes peuvent être véritablement menacées par la force de frappe française puisque, d'après les accords URSS-USA, elles ne peuvent pas être défendues par des missiles antimissiles ou même des abris. Les forces nucléaires de l'adversaire potentiel sont soit trop disséminées et trop mobiles, soit trop protégées pour être à la merci de la force de dissuasion française.

— Correctif démocratique : « enfin la décision d'emploi de l'arme nucléaire ne peut être laissée à un seul homme... La décision doit être de la responsabilité d'un Haut Comité spécial... » Le PCF veut écarter le risque d'un coup de folie ou d'un chantage entre forces politiques alliées au pouvoir ; mais il retire par là même l'incertitude, le secret et surtout l'extrême rapidité indispensables pour l'efficacité du chantage nucléaire.

Avec ces propositions, plus que jamais, la force de frappe française attirera le feu nucléaire adverse sans capacité de riposte équivalente. Comme quoi, si on veut introduire dans le système démentiel de la dissuasion nucléaire un zeste de bon sens et d'humanisme, on ne fait qu'aggraver les choses.

Du coup, apparaît nettement la valeur et le réalisme des propositions du PSU en matière de défense. Seules la dénucléarisation et l'organisation de la défense populaire sont conformes aux idées du socialisme et de l'internationalisme, seules elles sont accessibles à tous les pays quelle que soit leur puissance.

Il serait intéressant que *Tribune socialiste* ouvre à ce propos ses colonnes aux militants d'extrême gauche des « petits pays » européens qui de toute façon ne peuvent pas envisager la maîtrise de l'arme nucléaire (...).

Jean-Luc DROUIN ■

concours photo

